

NETANYAHOU

LES TÉNORS DU
BARREAU DANS LES
STARTING-BLOCKS

POLOGNE

REPORTAGE AVEC
LES « DÉSERTEURS »
UKRAINIENS

FIN DE VIE

LES PSYCHIATRES
MIS SUR
LA TOUCHE

NOUVELLE-

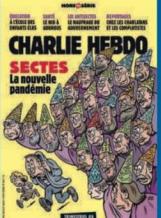
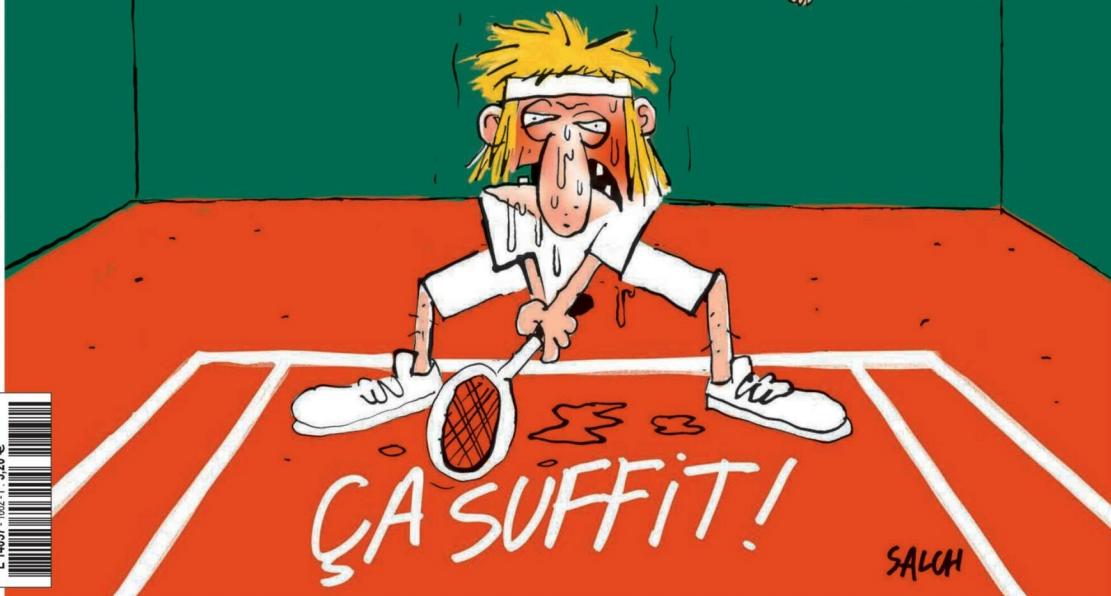
CALÉDONIE
LES MÉTIS,
C'EST L'AVENIR !

3,20 € / 29 MAI 2024 / N° 1662

CHARLIE HEBDO

RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

1000 FEIGNASSES
POUR 1 TRAVAILLEUR



EN KIOSQUE

LE PROCÈS DU SIÈCLE



BENYAMIN
NETANYAHOU
BIENTÔT DEVANT
LA COUR PÉNALE
INTERNATIONALE?

MAÎTRE
STÉPHANE
PLAZA →

IL A REDESSINÉ
GAZA COMME
L'AVAIT FAIT
HAUJUJMAN
POUR PARIS!

MAÎTRE JULIETTE
BINOCHE

IL A
ÉRADIQUÉ
LES CINÉASTES
TOXIQUES
DU !
HAMAS!

LA DÉFENSE

L'ACCUSATION

MAÎTRE
PHILIPPE
ETCHEBEST

IL A EMPÊCHÉ UN
CONVOI DE VERRINE
AUX TRUFFES
D'ATEIMORE
GAZA!

MAÎTRE
JEAN-LUC
MÉLENCHON

MÊME
EICHMANN
N'AURAIT
PAS OSÉ
FAIRE
ÇA!

MAÎTRE
NICOLAS
SARKOZY

COMME
MON CLIENT,
J'AI NETTOYÉ
LA BANLIEUE
AU
KÄRCHER!

MAÎTRE
MARION
MARÉCHAL

MAÎTRE
ARNO
KLARSFELD

VOUS AVEZ ICI
UN HOMME QUI
A DÉBARRASSÉ
ISRAËL DES
GAZAOLIS QUI
PROFITENT
DES ALLOCS !

AU PARLOIR,
J'AI VU UN
HOMME SENSIBLE
COMME GOLDA
MEIR ET ÉCLAIRE
COMME ARIEL SHARON



MAÎTRE
SÉGOLÈNE
ROYAL

CE CRIME CONTRE
L'HUMANITÉ
EST UNE
SCANDALITÉ!

MAÎTRE
MARINE
LE PEN

IL A
GÉNOCIDÉ
TOUS LES
CHATONS
DE
GAZA !

MAÎTRE
PAPE
FRANÇOIS

DÉICIDE
UN JOUR,
DÉICIDE
TOUJOURS !

FELW

LE CRÉTINISIER DE LA SEMAINE

GRAND BANDITISME

PATRICK BALKANY, prêt à se représenter à la mairie de Levallois : « Si l'élection a lieu demain, je suis réélu » (CNews, 21/5). Le pire, c'est que c'est vrai.

CHAMBRÉE

BRUNO RETAILLEAU, à propos de la lutte contre l'homophobie : « Très franchement, introduire cette cause à tout bout de champ, je pense que ça nuit même à la cause, parce qu'à un moment donné, ça peut agacer les Français » (Sud Radio, 21/5). Qui en ont marre des pieds.

LA FAMILLE ADDAMS

MARION MARÉCHAL, à propos de sa relation avec sa tante Marine : « On a des désaccords politiques, ça arrive dans toutes les familles. [...] On est schizophrènes chez Les Pen. C'est très difficile à comprendre de l'extérieur » (C8, 22/5). C'est pourtant à l'extérieur qu'en est le mieux.

BRASSE COULÉE

ANNE HIDALGO, prête pour son plongeon dans la Seine, le 23 juin : « Je me suis un peu entraînée en piscine pour mon challenge personnel. Je montrerai que ça bien nager » (BFM TV, 23/5). Que demander d'autre à une maire de Paris ?



Y EN A DES BIEN

MAXIMILIAN KRAH, tête de liste de l'AFD aux européennes, ex-adjoint du RN : « Je ne dirai jamais que chaque homme portant un uniforme SS était automatiquement un criminel » (HuffPost, 21/5). Mon grand-père, qui me fait sauter sur ses genoux devant Derrick, n'a jamais eu un geste déplacé.

BURN-OUT

ANNE HIDALGO, déjà en maillot : « Ras-le-bol du bushing des Jeux, quoi ! Arrêtez, mais ras-le-bol ! Ras-le-bol à tous ces peine-à-jour qui n'ont pas du tout envie qu'on puisse célébrer quelque chose ensemble. Ras-la-casquette ! » (BFM TV, 22/5). Finalement, ça devrait pas lui faire de mal de prendre un bain frais.

MÉTAVERS

PRISCA THEVENOT, mathématicienne très quantitative : « Quand, en 2017, Emmanuel Macron a promis

de mettre fin au chômage de masse, tout le monde nous ait au nez. [...] Force est de constater qu'aujourd'hui [il] a disparu » (Europe 1, 23/5). Étant donné qu'en France le chômage est à 7,5 % et qu'il y a 3,9 millions d'allocataires des minima sociaux, Prisca Thevenot pourraît-elle nous préciser dans quel pays Macron a fait disparaître le chômage ?

APPEL D'AIR

SÉBASTIEN CHENU, député RN du Nord, propose de repousser les bateaux de migrants, mais avec humanité : « Nous,

deuxième partie

ON A REÇU ÇA

Lettres d'Iran

Char Charlie, je vousaul simplemment vous remercier pour votre caricature sur Raisi [en « une » de la semaine dernière, ndlr] et aussi pour celles sur Mahomet. S'il vous plaît, continuez à faire ce que vous faites, nous avons besoin de davantage de liberté dans le monde. Merci.

Mehrzed

Générale « une » du 22 mai ! « Dieu existe », c'est exactement ce que je me suis dit dès que j'ai appris la nouvelle. Mais, comme on dit : ça va mieux dans le dessinant.

Juc

Charlie, je veux te remercier, pour ces caricatures fantastiques sur le président de la République islamique, et pour continuer à être notre porte-voix. Vive la liberté ! Femme, vie, liberté ! Moen, un de vos fans iraniens

C'est quoi, ton problème, Gilles ? Pour rejoindre le « arretat en colère »

(n°1656), je n'apprécie pas certains propos de M. Raveaud [qui] suggérait de supprimer les héritages immobiliers en faveur de ses enfants pourvoyer les biens des défunts à l'état, pour lui, cela n'aurait été pas juste ! J'ai cru hui devant cette disposition « marxiste », pourquoi ne pas aussi établir l'échafaud pour ces sales bourgeois qui osent vouloir transmettre le bénéfice d'une vie de travail à leur descendance, la moitié des Français étant ainsi concernée, ça sera de la place [...] ! Quel est votre problème, M. Raveaud, vous n'avez pas eu la chance d'hériter d'un bien de vos parents ?

Friture sur la ligne

Bonjour, deux questions : [...] l'une pour Gilles Raveaud, dont la rubrique est ma toute favorite. À quoi attribue-t-il le renoncement des élites européennes à toute défense des intérêts des populations, notamment dans le domaine économique ? D'où provient ce goût mortifère pour le saborde et la capitalisation permanente et délibérée ? L'autre, plus générale : plutôt que de déployer, condamner, râiller ou s'indigner du succès (mondial) des extrêmes droites,

ne serait-il pas intéressant de creuser le filon de la compréhension de ce phénomène détestable pour nous le combattre ? Le désert à gauche n'y est [...] pas pour rien, mais votre ligne éditoriale me semble contradictoire avec la social-démocratie que vous appellez de vos voix [...] tandis que vos chroniques et reportages en dénoncent l'indigence intrinsèque. [...] Un lecteur

La France aux Kanaks !

Je ne voterai pas pour le RN, il n'empêche que je ne peux m'interdire cette question : le capitalisme est-il compatible avec la démocratie ? L'exemple de la Nouvelle-Calédonie illustre ce questionnement : notre président est d'abord un affariste [...] ; que veut-il avec cette loi sur le droit de vote ? Il vise les mines de nickel au potentiel important en termes de commerce international et de juteux dividendes ; or les Kanaks sont majoritaires sur l'île et la loi risque de compromettre l'équilibre [...] ; veux réflexe atavique d'une idée colonialiste qui veut que les autochtones restent ignorants et corvétaires à cri : ça ne pouvait faire que des éternelles !

Passcal

RISS

La décision du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye de lancer des mandats d'arrêt pour crimes contre l'humanité, à la fois contre les leaders du Hamas et contre le Premier ministre israélien, a fait l'effet d'une bombe. Une de plus. L'annonce le même jour des deux actions donnait l'impression que les mis en cause étaient coupables de crimes identiques et méritaient d'être renvoyés dos à dos. Mais derrière ces arguments, d'autres interrogations viennent à l'esprit. Pour la première fois, le dirigeant d'une démocratie est poursuivi par la CPI pour crimes contre l'humanité. On était habitué à voir défilé devant ce tribunal des tyans, des seigneurs de guerre, des terroristes - comme ceux du Hamas -, bref, un aréopage de crapules sanguinaires dont on n'avait jamais rien espéré de positif pour le genre humain. Mais voilà le Premier ministre d'une démocratie dans cette position, c'est inédit. Est-ce si choquant ? C'est sa personne et elle seule qui se retrouve sur le banc des accusés, pas son pays ni ses concitoyens. À y regarder de plus près, l'acte d'accusation n'est pas si terrible pour Israël, car il est nullement reproché à son gouvernement d'avoir engagé une action militaire dans la bande de Gaza après l'attaque terroriste du 7 octobre. Son droit à se défendre n'est pas remis en cause. Comment la CPI pourraît-elle le faire, puisque, même aux pays qui adhèrent à sa charte, elle ne conteste pas le droit de faire la guerre et de bombarder à tout-va ? L'accusation porte sur des faits précis comme celui d'avoir « affamé délibérément des civils ». Ça peut même sembler dérisoire au regard des destructions qui ont

frappé Gaza et du nombre de tués, mais c'est suffisant - si on en croit les textes qui définissent les crimes contre l'humanité - pour déclencher une poursuite.

Au-delà de savoir si ces accusations sont avérées ou pas - bon courage aux juges de la CPI chargés de cette tâche -, c'est la question de la violation du droit qui est posée. Et, cette fois, par une démocratie, pas par une dictature. Netanyahou avait déjà cherché à modifier la Loi fondamentale de son pays pour échapper à la prison. Accusé de corruption, il y a longtemps qu'il aurait dû se retrouver derrière les barreaux, non pas ceux de La Haye, mais ceux des geôles de son pays. Ce n'est pas un phénomène isolé, propre à ce dirigeant. On voit grandir dans les démocraties une tendance à se fouter de plus en plus de la loi et des principes fondamentaux qui régissent leur Etat de droit. En 2017, refusant la démission des urnes, Trump avait donné le ton en incitant sur Twitter ses partisans à partir à l'assaut du Capitole. Il vient de déclarer que, pour 2024, il l'acceperait pas davantage le résultat des prochaines élections qui le dénoncerait perdant. Netanyahou semblera marcher sur les pas de Trump, se fichant lui aussi du respect des lois de son propre pays. Alors, le droit international... Et cela dans des démocraties qui devraient être exemplaires. Le gros malaise de cette incalpitation n'est pas son existence, mais le fait qu'elle mette en évidence un affaiblissement de la rigueur et de l'éthique démocratiques. En accusant Netanyahou d'avoir possiblemement violé des lois internationales, la CPI met sous les projecteurs cette dérive au sein des démocraties : la légalité, la Constitution et les traités internationaux, finalement, tout le monde s'en fout et aimerait passer outre. Seule compte la loi du plus fort, au nom d'un pragmatisme qui se croit efficace mais qui, un jour, franchit la ligne rouge et fait basculer les sociétés libérales dans le fossé. Si cette incalpitation pouvait au moins servir à interroger le devenir des démocraties, de plus en plus attaquées par des régimes autoritaires comme la Russie et la Chine ou des idéologies totalitaires comme le Hamas, et qui, au bout d'un moment, par mimétisme ou par capillarité, se laissent contaminer par le cynisme de leurs ennemis mortels et en arrivent à dégrader leurs propres valeurs au point de les réduire à néant. ●

Édito

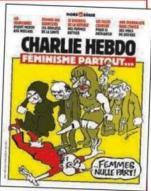
Far West au Proche-Orient

HORS-SÉRIE EN KIOSQUE

FÉMINISME PARTOUT... FEMMES N'ILLE PART !

Alors que le féminisme est désormais le mot-clé de toutes les actions militantes, cette idéologie est-elle devenue trop rigide, avec ses obsessions identitaires et communautaires, ou est-elle plutôt devenue superficielle au point de ne plus répondre à la réalité de trop de femmes ?

• 64 pages, 8 euros.



Comique de répétition



AIDE À MOURIR EN IRAN DÈS LES PREMIERS SIGNES DE DÉPRESSION



PAUVRE NOUVELLE-CALEDONIE !



170 ANS DE CIVILISATION PARTIS EN FUMÉE

C'est pourtant pas compliqué

DU PLASTIQUE
jusque dans les couilles

ANTONIO FISCHETTI

Le plastique est parfois très utile. Par exemple, sous forme de sacs-poubelle ou de gaines isolantes. Mais désormais, il nous pourrit bien la vie. Surtout quand il se désagrège en microplastiques, minuscules fragments invisibles. Ces confettis chimiques sont partout. On en a détecté au sommet de l'Everest, en Antarctique, dans le microplancton, dans les baleines... Aujourd'hui, voilà qu'on en trouve dans les testicules des humains. C'est ce que viennent de montrer des chercheurs de l'université de New Mexico, avec une étude publiée le 15 mai dans la revue *Toxicological Sciences*. Après avoir analysé les tissus testiculaires de 23 hommes (on a eu la délicatesse d'attendre qu'ils soient morts pour leur disposer la peau des couilles), il s'est avéré que ces échantillons étaient tous pollués : 329,44 microgrammes de plastique par gramme de tissu testiculaire, en moyenne. On a beau rêver de se faire des couilles en or, on a beau s'tourton en plastoc. En 2023, des biologistes chinois avaient trouvé des microplastiques dans le sperme : hier le contenu, aujourd'hui le commandant, les mecs sont cernés (les chercheurs se sont aussi penchés sur les gonades de chiens, et y ont aussi détecté des microplastiques, mais trois fois moins que chez les hommes : est-ce parce que les quadrupèdes boivent moins d'eau

En mangeant, en buvant, en touchant des objets, en respirant...

C'est en tout cas une preuve supplémentaire de l'invasion de cette pollution. En novembre 2022, des chercheurs de l'université Clermont-Auvergne et de Toulouse écrivaient, dans une publication

qu'"au cours des dernières décennies, la production plastique a explosé, passant de 1,7 million de tonnes dans les années 1950 à plus de 367 millions de tonnes en 2020", de sorte qu'un être humain ingère entre 0,1 et 5 g de microplastiques par semaine. Nous avalons cette merde en mangeant, en buvant, en touchant toutes sortes d'objets, mais aussi tout bonnement en respirant... À ce jour, on en a trouvé dans une quinzaine d'endroits du corps humain : placenta, sang, poumon, foie, lait maternel, colon... Il n'y a pas de raison que l'appareil génital soit épargné.

Quels sont les risques pour la santé ? Évidemment, on pense d'abord à la fertilité. Les chercheurs de l'université de New Mexico l'ont montré chez les chiens : plus ils ont de micro-

plastiques dans leurs testicules, moins ils produisent de spermatozoïdes. Il est vraisemblable que cette pollution s'ajoute à toutes les autres (métaux lourds, perturbateurs endocriniens...) responsables de la déterioration du sperme observée depuis cinquante ans.

Les femmes ne sont évidemment pas épargnées par cette pollution. Pour ne citer qu'un exemple, des scientifiques de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) ont établi que les microplastiques modifient le microbiote intestinal, entraînant « une augmentation de bactéries pouvant être néfastes et une diminution de bactéries bénéfiques pour la santé ».

Il y aurait peut-être tout de même un petit effet positif : si les microplastiques altèrent la fertilité, ils pourraient alors contribuer à limiter la surpopulation, elle aussi responsable de toutes sortes de nuisances... Je ne dis pas que ces deux fléaux vont s'équilibrer, mais il faut toujours voir le bon côté des choses. •

[1. tinyurl.com/2hbxz8u5](https://tinyurl.com/2hbxz8u5)

[2. tinyurl.com/23nxxvtded \(en anglais\)](https://tinyurl.com/23nxxvtded)

LES TESTICULES

LE 7^e CONTINENT DE PLASTIQUERASSEMBLEMENT
NATIONAL

Cachez cet allié néonazi,
que je ne saurais voir

JEAN-YVES CAMUS

Au FN de Jean-Marie Le Pen, les militants méritants étaient décorés de la « flamme d'honneur ». Si cette brelouque existait toujours au RN, elle devrait être attribuée à l'Allemand Maximilian Krah, de l'AD (Alternative pour l'Allemagne). Pourquoi ? Parce qu'il a donné une occasion en or à Marine Le Pen de faire un pas supplémentaire vers la normalisation.

Résumons. Le 18 mai, la tête de liste de l'AD (15 % des intentions de vote) déclare au quotidien italien *La Repubblica* qu'"un SS n'est pas automatiquement un criminel". Il nie donc la différence de nature entre le conscrit de la Wehrmacht, incorporé qu'il l'ait vu ou non, et le soldat de la branche militaire d'une organisation politique nationale-socialiste dont les membres étaient en grande majorité des volontaires sélectionnés selon des critères raciaux et, pour les officiers, d'adhésion idéologique au régime nazi.

Pourquoi fit-il cela ? Parce que la Waffen-SS a compté jusqu'à 800 000 soldats et que, s'il en reste que une poignée, des vétérans centenaires, ils ont une descendance, une parenté. Une partie rejette catégoriquement le choix de l'ancêtre, une autre, au contraire, marche dans ses pas, tandis qu'une troisième partie ne sait pas trop quoi penser. Pour démasquer la culpabilité

collective, l'extrême droite allemande a inventé un slogan : « *Opaw war kein Verbrecher* » (« grand-père n'était pas un criminel »). Initialement, il avait été lancé en 1995, à l'occasion d'une exposition nationale sur les crimes de guerre de la Wehrmacht. Krah pousse le bouchon plus loin : sa déclaration va contre la décision du tribunal de Nuremberg de juger la Waffen-SS, en bloc, comme une organisation criminelle.

Que fait le RN en apprenant ce nouveau clin d'œil de son allié allemand aux nazis addicts ? Il annonce rompre avec l'AD, et obtient que ce parti soit exclu du groupe identité et démocratie, où ils siégeaient jusque-là aux Parlement européen. L'occasion était trop belle. Jusqu'à récemment, les adversaires du RN lui rappelaient que le FN, son aîné, avait pour premier réservoir

l'ancien Waffen-SS Pierre Bousquet.

Et coller toujours à la peau du parti la déclaration de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz, réitérée en 1997 à Munich, en présence de son allié allemand de l'époque, Franz Schönhuber, ancien instructeur interprète des volontaires français de la Waffen-SS. Enfin, Marine Le Pen elle-même continue à être attaquée sur sa proximité avec d'anciens militants du GUD jugés « néonazis ». Rompre avec l'AD et l'éjecter de son groupe parlementaire, voilà une manière de poser un acte contre, je cite le RN, le « *révisionnisme* » de son allié d'hier.

En fait, dès l'été 2023, l'AD se cherche de nouveaux alliés. Le Belge Lionel Béland, proche des milieux nationalistes, dont il couvre l'activité européenne, a ainsi rapporté un possible rapprochement entre le parti allemand et des formations radicales comme les Hongrois de Mihá Zsuzsán, les Bulgares de Vazrazhdane, des Polonais de Konfederacja et les Slovaques de Republik. Des conférences se sont tenues en ce sens, la dernière en avril 2024, à Sofia. Le RN déborde sur sa droite ? C'est peut-être un nouveau réveil frontaliste en train de se réaliser. •

LA SOCIÉTÉ CONTRE L'ÉTAT

Citoyennes et citoyens pour l'éducation nationale

GILLES RAVEAUX

Quand j'étais petit, un livre de la bibliothèque de mon père m'intriguait. Il s'intitulait *La Société contre l'État*, il avait été écrit par Pierre Clastres et était paru en 1974 aux Éditions de Minuit – issus de la Résistance, celles qui publiaient Bourdieu ! Je ne l'ai jamais ouvert, bien trop effrayé de lire ce qui s'y trouvait. La société contre l'État, lui, le garant du bien commun, l'employeur de mes parents, la protection contre la barbarie du marché, l'État fournisseur de cette magnifique éducation nationale, cet État serait contraire à la société ?

Impensable. Chez Clastres, qui étudiait les sociétés « primitives », comme on disait il y a un demi-siècle, l'idée était de dénoncer la coupure politique entre, d'un côté, les détenteurs de la force qu'ils soient guerrières ou religieuses, et, de l'autre, les personnes assujetties à cette force. Aujourd'hui, en France, l'État sous Macron mène un projet à la fois banal et terrifiant de destruction de l'éducation de la jeunesse du pays. C'est d'ailleurs trop facile : il suffit de ne rien faire, de laisser la rémunération des enseignants devenir grotesque, de les assurer de l'absence totale de soutien à leur hiérarchie en cas de problème, de ne surtout pas surveiller les élèves discutifs, et de faire moins de punis ; bref, de laisser prospérer la chienlit si bien décrite par le clip parodique des Inconnus en... 1993.

De plus, l'État soutient activement le déploiement d'une offre d'éducation privée, notamment en créant de toutes pièces

Le pouvoir ne sait que détruire.
Restent alors les juges pour nous protéger

fasse faillite en cours de route ? Tout le monde s'en fuit, et du côté des bourgeois cultivés, c'est la fuite vers le privé. Articles et ouvrages fleurissent à propos de cette nouvelle « ségrégation scolaire », terme invraisemblable déjà devenu courant.

Alors, que nous reste-t-il, à nous les citoyennes et les citoyens attachés à l'idée d'une éducation nationale ? La justice. Comme dans le domaine environnemental, la politique n'a plus aucun pouvoir progressiste, puisque ces connes et cons de Français votent mal. Le pouvoir ne sait que détruire. Restent alors les juges pour nous protéger de lui.

Le 10 avril dernier, l'État a ainsi été condamné par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise pour « carence dans l'organisation du service public de l'enseignement », en raison des très nombreuses heures de cours perdues de façon irréversible par des collégiens. L'État a dû indemniser les familles, à une hauteur certes ridicule (de 20 à 250 euros), et leur rembourser 900 euros de frais de justice. Selon Patrice Furé, président de la FCPE des Hauts-de-Seine, chaque famille doit porter plainte, et vite : vous êtes sûrs de gagner, les amis !

Comme il l'explique dans *Le Parisien* du 17 mai 2024, « à l'audience, le recourir de Versailles n'a même pas cherché à remettre en cause le nombre d'heures perdues ». L'attitude de l'État est tellement minable que les mecs n'osent pas la ramener. Il faut dire que l'on parle de collégiens qui ont perdu une heure de cours sur quatre. C'est pas à Stanislas que ça arriverait... .

Et donc, le message de l'amie Patrice aux familles est : « Allez-y, vous êtes sûres de gagner ! » Pour une classe de 25 élèves, la facture pourrait s'élever à 25 000 euros pour l'État. Et donc, dans un collège de 20 classes, atteindre, si chaque parent porte plainte, des centaines de milliers d'euros, à payer par la puissance publique. Noyé sous les procédures, l'État finirait peut-être par enfin faire son boulot et embaucher des profs (et les payer pour de vrai). •



FOUS DE DIEU EN FOLIE

XI JINPING
AKBAR

LES MURS CHINOIS ont-ils des oreilles ? Xi Jinping et ses petits copains du Parti communiste en sont convaincus. Ce mois de mai a vu l'entrée en application d'une nouvelle « loi sur la sauvegarde des secrets d'État », qui vise à mener une chasse de tous les instants contre les « espions » – supposés nombreux – infiltrés dans le pays. Y compris dans les mosquées, où la prière du vendredi a été remplacée par une lecture du texte de loi, placée sous le mot d'ordre « Le patriottisme fait partie de la foi ». Traduction : cas en contact avec des étrangers ou de critique de la politique du PCC, votre avenir sera fortement engagé.

P. Chesnét

DIEU NE SAUVE PAS L'ÉCOLE

LIBERTÉ D'EXPRESSION garantie et protégée. C'est la principale recommandation du rapport sur la violence et les perturbations politiques dans les établissements scolaires commandé par le gouvernement britannique. Une recommandation bienvenue, alors que de nombreux enseignants d'outre-Manche reconnaissent s'autocensurer, quand ils ne sont pas victimes de menaces ou d'attaques plus violentes de la part de groupes musulmans, qui, entre cours sur l'éducation sexuelle ou l'égalité des genres, de religion ou d'éducation civique, les accusent régulièrement de blasphème.

Si ça continue, les Anglais vont envier notre laïcité.

P. C.

SÉPARATISME

LA TRADITION A BON DOS. Chaque année, le 1^{er} juin, à Boulbon, dans les Bouches-du-Rhône, se déroule une procession mi-catholique, mi-bacchanale, dans laquelle la présence des femmes est tout simplement interdite. La procession traverse le village vers la chapelle Saint-Marcellin. Là, un policier

municipal s'assure qu'aucune femme n'entre, avec l'aval de tous les lieux locaux. Chaque participant porte une bouteille de vin, pour qu'elle soit bénie par le curé. Même sur le site de la mairie, on peut lire que la procession des bouteilles est « exclusivement réservée aux hommes ». Soit une sacrée entorse à la loi française, et avec la bénédiction de l'Église.

L. Daussy

HAMAS ATTITUDE

DERrière LA LISTE Free Palestine, qui a été déposée en vue des élections européennes en France, figure l'Union des démocrates musulmans français (UDMF). Son fondateur, Nagib Azerqui, en est la tête de liste. Sous la bannière d'un Free Palestine Party, qui présentera aussi des listes en Espagne, en Allemagne, en Suède, aux Pays-Bas et en Belgique, l'UDMF fait passer un message clairement antisioniste, résumé comme suit : il faut « mettre un terme au soutien inconditionnel envers un État qui occupe illégalement des territoires qui ne lui appartiennent pas et qui continue de déclimer, depuis plus d'un demi-siècle, toute une population ». Pour ceux qui seraient dupes, le programme exige aussi « le retrait des organisations palestiniennes de la liste des organisations terroristes de l'UE (Jihad islamique, FPLP...) » et le vote d'une loi contre l'islamophobie. Quant à la carte de la Palestine qui orne la profession de foi, elle est sans ambiguïté : elle efface Israël. • J.-Y. Camus

SAINt GEEK

LE VATICAN A ENFIN SON SAINT patron du Web : Carlo Acutis, emporté à 15 ans par une maladie, en 2006, est à l'origine de deux miracles, selon l'Église catholique, qui va prononcer sa canonisation. Miracles pourtant survenus après son décès... Mais comme le garçon, très croyant, était porté sur l'électronique, on l'appelle le Geek de Dieu et même le Cyberapôtre. Le Vatican 2.0 vend le rêve.

C. Renault

Rencontres du troisième type

UNE FRANÇAISE BIEN TÔT À BORD DE L'ISS



UNE FRANÇAISE DANS L'ESPACE EN 2026



PARIS, CAPITALE DE L'IA

ON VA ENFIN POUVOIR PAYER LE TAXI EN CARTE BLEUE.



Totem et Tabite

Consultez d'urgence un poète

YANN DIENER

Dans la série « Le langage poétique peut-il nous aider à contrer les novlangues ? », aujourd'hui, je vous présente Arthur Teboul. Oui, le chanteur et parolier de Feu ! Chatterton, le groupe qui cartonne en renouvelant la chanson française - ce nom est une référence à Thomas Chatterton, le poète anglais qui s'est suicidé à 17 ans, en 1770.

Arthur Teboul est aussi l'auteur de recueils de poèmes, aux Éditions Seghers, l'éditeur historique de Paul Eluard, Max Jacob et Henri Michaux ; une grande maison qui s'est toujours intéressée à la chanson. Ça tombe bien, Arthur Teboul veut ramener la poésie dans la vie quotidienne. Il soutient qu'on est plus intimide par l'idée de goûter de la poésie qu'à l'idée de faire l'amour, et regrette que la poésie ait été « reléguée à la périphérie de nos vies ». Il risque même une hypothèse : « Je crois que c'est parce qu'elle met à mal notre souci d'efficacité et notre obsession de rentabilité. Elle nous alercent et c'est inconfortable ! » D'ailleurs, dans ses poèmes comme dans ses chansons, on entend souvent une critique bien sentie de nos machines communiques.

Arthur Teboul voulait transformer la pratique solitaire de l'écriture poétique en une aventure collective, alors il a ouvert un cabinet de poésie. Une consultation d'écriture automatique. Dans un bureau, rue de Turenne, à Paris, pendant une semaine, du matin au soir, il a reçu 236 visiteurs, et leur a écrit un poème. Un poème spontané, improvisé, sans entraves. Les 236 poèmes sont

Une critique bien sentie de nos machines communiques

publiés aujourd'hui dans *L'Adresse*. Les rendez-vous du déversoir. Teboul a inventé un métier, et le nomme « déverseur ». Quatre murs, une adresse postale, une plaque en étain devant l'entrée, un bureau, deux chaises, des feuilles, un stylo. Et des rendez-vous. Chaque consultation durait une quinzaine de minutes ; il demandait au visiteur de ne pas le regarder pendant qu'il écrivait. Ça évoque la pratique du psychanalyste, qui favorise l'écoute en sortant de l'axe du regard. D'ailleurs, Lacan disait qu'une interprétation est un acte poétique, parce qu'il permet une sortie du langage convenu.

Le Teboul avait gardé sur son agenda quelques créneaux libres pour des consultations sans rendez-vous : des urgences. Quelques mois après cette expérience, il a envoyé aux visiteurs un mail accompagné de 21 questions. Question n° 13 : « Les Français vont chez le coiffeur en moyenne 4 ou 5 fois par an. Selon vous, à quelle fréquence serait-il idéal d'aller chez le déverseur dans une année ? » Une réponse : « Une fois par semaine serait l'idéal. Le prix d'une séance pourrait être de 20 euros. » Question n° 15 : « Croyez-vous qu'un poème puisse changer une vie ? — Oui. » N° 17 : « S'est-il passé quelque chose de particulier dans votre vie, en lien avec le poème, depuis que vous l'avez reçu ? Quelques réponses : « Pas encore » ; « La rencontre de ma copine actuelle » ; « J'ai commencé à voir un psy ».

Arthur Teboul y voit la preuve que le besoin de poésie est partagé. Comme sa consultation est proche du dispositif psychanalytique, j'ai eu envie de lui faire passer le « Questionnaire freudien ». Première question : « Comment avez-vous rencontré vos parents ? — Par inadvertance. » Deuxième question : « À quel rêvez-vous ? — À l'avenir. » Dernière question : « Qu'est-ce qui vous fait peur ? — La mort. »

Ça me fait penser au poète Paul Celan, qui disait ne voir aucune différence de principe entre un poème et une poignée de main. ●

1. L'Adresse. Les rendez-vous du déversoir, d'Arthur Teboul (Éditions Seghers).



AIDE À MOURIR À RAFAH



JOURNAL DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

GROSS ÉCOTERRORISME

C'est une préférence en Allemagne. Cinq militants écologistes, membres de Letzte Generation, le Just Stop Oil local, viennent d'être accusés de « création d'organisation criminelle » par le procureur du Land de Brandebourg, dans le nord-est du pays.

« Organisation criminelle » qui, si elle réussit à avoir appelé à des actions contre des raffineries, dans des aéroports ou des musées, respectait cependant des modes opératoires non violents. Reste que d'autres Länder pourraient désormais suivre cette décision et criminaliser à leur tour les militants écologistes allemands, qui dénoncent quant à eux une atteinte aux droits de protestation et à la liberté d'expression. Si Darmanin commence à faire des petits en Europe... P. Chesnet

réchauffement climatique et de ses conséquences sur le permafrost, qui libère régulièrement des minéraux, zinc, cuivre, fer, qui, en plus de colorer les eaux d'oxydes, se retrouvent emportés en aval, menaçant ainsi la faune et l'approvisionnement en eau potable des populations. Eau un peu trop minérale... P.C.

ÇA BOUT

AVEC UNE TEMPÉRATURE de plus de 37 °C en surface, ce n'est plus un réchauffement mais une « ébullition » que connaissent aujourd'hui les eaux orientales du golfe de Thaïlande. Avec, pour conséquences, le déchirement de près d'un tiers des coraux - signe de leur fin prochaine - et la raréfaction des poissons qui y trouvent protection et nourriture. Les pêcheurs du coin risquent de connaître le même sort.

P. C.

JUSTICE PRÉNATALE

LA COUR CONSTITUTIONNELLE sud-coréenne s'apprête à tenir sa deuxième et dernière audience sur une affaire inédite en Asie du Sud-Est. Dans une pétition déposée contre le gouvernement, des adultes, des enfants, des bébés, et même un fœtus, reprochent l'inaction du pays contre le changement climatique, menaçant ainsi leur droit de vivre dans un environnement sain. Le fœtus en question, au nom duquel ses parents ont déposé plainte, est désormais un bébé d'un an et symbolise les attentes sur la façon dont la société doit protéger les générations futures contre les impacts du changement climatique. L'affaire est bien plus importante qu'elle ne paraît, dans cette région du monde où le recours à la justice pour contester les politiques gouvernementales n'est pas monnaie courante.

La crise climatique a le mérite de générer ces petits miracles. E. Lalande



Une bouffée d'oxygène

LES ARBRES jouent les filles de l'air

FABRICE NICOLINO

La France se barre en couilles, mais nous n'avons pas les yeux pour voir. Nous sommes trop peu de temps sur terre pour apprécier les phénomènes au long cours. Une étude de haut niveau montre que les arbres du continent européen se font la malle¹. C'est du sérieux. Les chercheurs ont sélectionné 69 espèces de notre continent – 90 % de ce qui existe – et regardé de près les données de 238 000 parcelles boisées de chênes, de hêtres, de saules, de pins, de frênes. Entre autres. Le hétre, cette beauté grise à peau d'éléphant, va peut à peu disparaître de tout l'Ouest.

À l'horizon 2100, pour cause de dérèglement climatique, le nombre d'essences d'arbres au kilomètre carré pourrait diminuer de 33 % au mieux, et de 49 % au pire, dans le cas d'une augmentation de 4 °C de la température. Le couillonaud appelé Christophe Béchu, ministre de l'Écologie, a justement annoncé en janvier qu'il fallait se préparer à 4 °C de plus. Il n'a aucune idée de ce que cela veut dire et, de toute façon, il s'apprête à disparaître des écrans.

Place aux monocultures et aux coupes rases

Bien entendu, les conséquences seront multiples. Sur la biodiversité, sur la (sur)production de bois, sur le climat en fine, car tous les arbres ne stockent pas le carbone de la même manière. De cela, le gouvernement n'a que faire. Ce qu'il veut, via son bras armé, l'Office national des forêts (ONF), c'est débiter du bois coûte que coûte. Le projet actuel consiste à augmenter les prélevements de bois de 70 % d'ici à 2050. Avec un ONF qui a perdu près de la moitié de ses effectifs en vingt ans. Un agent de terrain s'occupait de 800 ha de forêts, et la charge est passée à 1 700 ha.

Dans un rapport d'une grande clarté², des associations nous préviennent : « Les forêts françaises sont aujourd'hui à la croisée des chemins, comme l'a été l'agriculture dans les années 1950-1960. » Pour l'heure, place aux monocultures d'arbres, aussi déprimantes que les champs de maïs. Place à des engins de plus en plus lourds – ne faut-il pas « compenser » le travail humain ? –,

Le faux sauvetage du grand tétras

Ils sont peut-être déjà relâchés.

Eux, les grands tétras, qu'on appelle aussi les grands coqs de bruyère. La femelle est rousse; le mâle, sombre à noir, avec une belle excroissance rouge au-dessus des yeux. La préfecture des Vosges vient de donner un feu vert imberbe à leur réintroduction dans le massif vosgien³, après capture, en Norvège, de 200 oiseaux sur cinq ans. Cela pourrait sembler une bonne nouvelle, mais ce n'est qu'un bluff de plus, et l'on va comprendre pourquoi.

Commentaire scientifique de l'an passé : *« Le déclin de la population de grands tétras [...] constate dans le massif vosgien depuis plus de 40 ans, non seulement s'est poursuivi, mais s'est accéléré au cours des dernières années⁴. »* Ce n'est pas d'un déclin qu'il faut parler, mais d'une extinction, puisqu'il ne reste plus dans les Vosges que cinq grands tétras au maximum. L'affaire est entendue depuis des années : les trois causes principales s'appellent le tourisme de masse, la gestion de la chasse et le dérèglement climatique. Combien de touristes ? Des millions chaque année, en toutes saisons, qui dérangent sans cesse les survivants.

À pied, en VTT, en raquettes, ils s'aventurent dans des lieux où ils ne pouvaient aller auparavant.

Le dérèglement climatique fait de son côté détruire la neige et le froid, essentiels à une bonne reproduction de l'espèce. Enfin, les sangliers, proliférants, dévastent le territoire ancien des grands tétras, en dévorant par exemple les buissons de myrtilles dont se délectaient jadis les oiseaux.

En bref, il faudrait rétablir un habitat possible avant toute autre mesure. Écoutez donc le Vogien Vincent Munier, notre plus grand photographe de nature. Il faut, pour lui, « limiter les conséquences désastreuses de la surfréquentation touristique ; améliorer la qualité de nos forêts ; anticiper le réchauffement climatique ; favoriser le retour du lynx et du loup pour pallier la surdésertité des herbivores sauvages. Bref [...] que nos Vosges se réduisent pas à un vaste terrain de jeu pour une espèce – la nôtre – au détriment de toutes les autres⁵ ». F.N.

1. Lire et relire le sublime livre de Michel Munier *L'Oiseau-forêt*, paru en 2022 aux éditions Kobalalma.
2. tinyurl.com/bdddf59k
3. tinyurl.com/bdc57p85

aux coupes rases, cette vilétrie. Place à la vitesse : 79 % des arbres ont moins de 100 ans. Dans ces conditions, l'avenir qu'ils nous imposent s'appelle l'industrialisation.

Pour le climat, c'est fou. Ce qu'ils appellent forêt s'étend sans conteste, avec une augmentation de sa surface de 21 % depuis 1985. Mais, dans le même temps, elle stocke de moins en moins de carbone, passant de 53 millions de tonnes de CO₂ séquestrés dans le bois en 2015 à 32 millions en 2020. Pourquoi ? À cause des tempêtes, du stress hydrique et des sécheresses à répétition, de la prolifération d'insectes comme les scolytes. Et bien sûr de la surexploitation. Quand on coupe un arbre ancien, il ne saurait être remplacé par un baliveau.

Tout indique que cette baisse va se poursuivre, ce qui pourrait conduire la forêt à émettre plus de carbone qu'elle n'en stockerait⁶. Tel est bien le principe, en modèle réduit, de ce qu'on nomme à l'échelle planétaire une « boucle de rétroaction positive ». Ne fuyez pas, pas encore. Deux exemples pour bien comprendre. Un, l'océan mondial. Plus on émet de CO₂, plus la température moyenne augmente, ce qui réchauffe aussi les mers. Lesquelles emmagasinent moins de gaz carbonique, augmentant un effet de serre qui, dopé, élèvera davantage les températures océaniques, lesquelles etc. Appelons cela par souci de clarté un cercle vicieux. Vice versa.

De même, le dérèglement climatique commence à faire fondre les immenses étendues de pergélisol – le permafrost –, qui contiennent 1 700 milliards de tonnes de carbone dit organique, sous la forme de méthane et de CO₂. Soit au total deux fois ce que contient l'atmosphère terrestre.

Ce serait donc l'occasion pourtais de grandes assises nationales sur l'avenir de la forêt. Des scientifiques, des associations, des poètes pourraient nous aider tous à inverser l'inquiétante régression en cours. Mais le dossier est entre les mains d'un lobby très identifié : les ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (Ipef). Nous vivons en pays féodal. Vivement 1789. •

1. L'article complet, en anglais, est horriblement cher : nature.com/articles/s41593-024-02406-8
2. tinyurl.com/3zzfrb5b
3. www.academie-sciences.fr/pdf/rapport_060623_foret.pdf
4. tinyurl.com/34rhac27

LES BOLETS ET LES LACTAIRES vont au cimetière

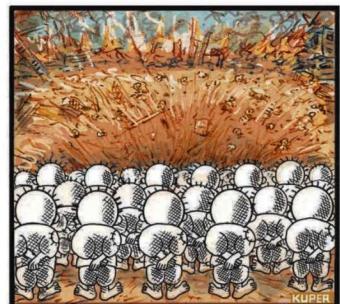
Les champignons aussi, exactement pour les mêmes raisons que les arbres (voir l'article principal). Coupes rases, surexploitation, sécheresses et stress hydrique, et bien sûr dérèglement climatique. Un tout premier état des lieux vient d'être publié, qui pointe les menaces qui pèsent sur les champignons en France. Tous les champignons ? Non, seulement les bolets, les lactaires et les tricholomes. Parmi ces derniers, le mousseron – le tricholome de la Saint-Georges –, adoré par beaucoup. Les trois familles « s'observent principalement en forêt et parfois en milieu ouvert, des plaines côtières jusqu'en haute montagne ».

La liste rouge des espèces menacées⁷ permet d'en savoir plus sur 319 espèces, dont 12 pourraient disparaître chez nous, et 16 autres qui n'en sont pas loin. Sont en « danger critique » d'extinction le lactaire des saules réticulés et le lactaire jaune et ilias. Le bolet de plomb, le bolet rubis et le lactaire jaunissant boréal sont clairement « en danger », tandis que le bolet rose pastel, le lactaire mammommé des tourbières et le tricholome équestre des chênes sont jugés « vulnérables ».

Les résultats réels sont probablement plus inquiétants, car le quart – 25 % – des champignons évalués a dû être classé dans la catégorie « données insuffisantes », faute de connaissances assez précises. Le nombre de champignons menacés « devrait augmenter lorsque les connaissances auront progressé pour préciser leur état de conservation »⁸. Ajout qui n'a rien à voir avec la liste : la délicieuse orange-amanite des césars – progrès. F.N.

5. tinyurl.com/ukfufc2p8

« La caricature d'un petit garçon inspire, des années après le meurtre de son créateur, Naji al-Ali. Le personnage, créé en 1969 et nommé Handala, laisse une empreinte dans l'art et aussi comme un symbole de protestation. »
The New York Times, 17/5/2024



Charlie Reporter

POLOGNE Le maqu



En Pologne, certains Ukrainiens ont choisi de ne pas combattre l'envahisseur russe. Des lâches ? Des traitres ? C'est la petite musique que beaucoup de leurs compatriotes leur susurrent à l'oreille. Charlie est allé à leur rencontre à Varsovie pour comprendre leurs motivations.

YOVAN SIMOVIC - DESSINS BICHE

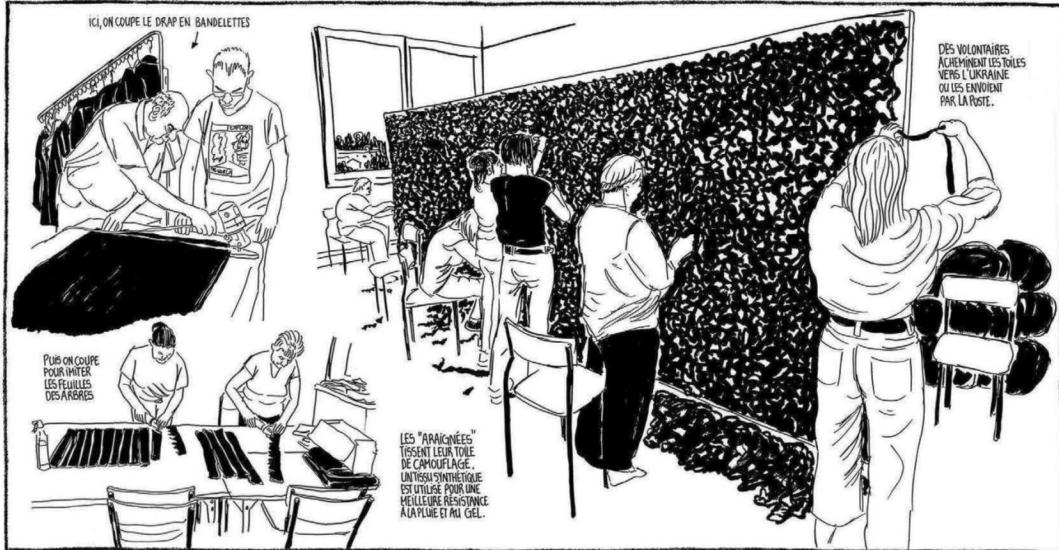
Aux armes ! Oubliez donc l'effort de guerre, les « munitionnettes » et les infirmières... En période de conflit, les seuls héros qui vaillent, ce sont ceux qui sautent dans les tranchées la fleur au fusil. Contrairement à un fantasme tenace entretenu par les discours nationalistes des plus zélés, la guerre n'unit pas tous les citoyens d'un pays contre l'enva-

isseur. Ça peut même être le contraire : à moins de partir les pieds devant, vous n'aurez jamais assez donné pour la patrie.

Il y a pourtant de nombreuses petites mains qui s'activent à des centaines de kilomètres du front. Presque caché à l'intérieur de la gare de Varsovie-Ouest, le centre d'accueil pour les Ukrainiens continue d'agencer les réfugiés qui descendent chaque jour de bus en provenance des villes assiégées. Et le premier son familier qu'ils entendent une fois descendus, c'est souvent la voix de Viktoria, 44 ans. Elle est arrivée avec ses trois enfants et son mari au début de l'invasion russe, et elle travaille désormais pour cette mission humanitaire.

« On est tous considérés comme des traitres, et pas seulement les hommes. La majorité des Ukrainiens encore au pays pensent qu'on est des lâches », se désespère cette grande blonde platine, dont les larges épaules semblent à l'étroit dans son blazer. « Eux, ils vivent sous les bombes, certes, mais nous, on a dû tout recommencer à zéro ici, ils ne savent pas à quel point c'est difficile », ajoute-t-elle.

Son fils aîné veut rentrer en Ukraine. « pas forcément pour se battre, il rêve de devenir entraîneur de football », raconte Viktoria, mais il a désormais 18 ans, et pourrait recevoir un ordre de mobilisation. Son mari s'y oppose catégoriquement.



Départ dans cinq minutes, donc, si vous voulez aller aux toilettes, c'est maintenant ou jamais. » Le coordinateur des opérations, Adam Szyszka, n'a même pas le temps de finir sa phrase qu'un défilé de chaises roulantes se précipite vers la sortie du hangar, leurs occupants veulent griller une dernière cigarette. « La plupart de ces patients n'ont jamais pris l'avion, ils sont un peu anxieux, on ne va pas leur interdire le tabac, non plus », nous souffle-t-il en levant les yeux au ciel.

Bienvenue au Medevac Hub de Rzeszow, un centre médical d'urgence, aménagé dans de grands entrepôts, qui permet de faire transiter des Ukrainiens vers différents hôpitaux d'Europe de l'Ouest. Ouvert à l'automne dernier, il est stratégiquement installé dans

cette petite ville du sud de la Pologne, à 70 km de la frontière ukrainienne, en face du premier aéroport international. La quinzaine de patients présents sont arrivés la veille et ont été maintenus dans un état stationnaire pendant vingt-quatre heures, dans des box individuels.

Ce matin, ils s'apprêtent à monter dans un bus médicalisé, puis à bord d'un Boeing 737, direction la France, l'Allemagne ou le Danemark, pour y recevoir des soins.

Quand on questionne Adam Szyszka sur les raisons pour lesquelles des Ukrainiens ont recours à ce programme de rapatriement, il reste évasif. « On a toutes sortes de cas qui transitent par le hub, des enfants et des personnes âgées atteintes de cancer, des victimes civiles... Mais, sûr, quand un homme de 30 ans arrive amputé, on imagine bien d'où ça vient », finit-il par concéder. Mais dans le

Des héros moins une

bus aménagé à l'horizon. Seul, crâne rasé, et de place au dos. On ne nous a pas le temps du train, question que... On se contente nous séparons ces hommes, tronches amochées, d'observer ce bécilles qui emportés par... C'est le cas de le fond du bus, marché sur l'... dissémination à

S des « déserteurs » ukrainiens

S'il y a un homme de la famille qui doit aller servir sous les drapeaux, ce sera lui. « Bien sûr qu'il ira, mais seulement si l'armée en a besoin », tente de se convaincre sa femme. Quand on lui rétorque que l'ex-chef des armées ukrainiennes, le général Valerii Zaloujne, était en février, quand il était encore en fonctions, qu'il manquait 500 000 volontaires au sein de ses troupes, Viktorija balale l'information d'un geste de la main. « Ils disent plein de choses, on ne connaît pas toute la vérité, commence-t-elle, et puis, des hommes inexpérimentés, ça ne leur sert à rien. » Son frère est sur le front, il jure que c'est surtout les munitions et les équipements qui manquent.

C'est justement le but des Araignées de Varsovie. Une association d'Ukrainiennes se retrouvent tous les soirs dans une école de la capitale polonaise pour confectionner des filets de camouflage. Et leur petite entreprise est bien rodée. D'abord, on récupère des draps usés dans des hôtels, pour les teindre en vert ou en blanc, en fonction de la saison. « Mais après trois ou quatre utilisations sur le terrain, ils finissent tous marron, couleur terre », explique Natalia, l'une des responsables. Ensuite, on les découpe en petites bandelettes qu'on vient entremêler sur une tolle tendue sur un cadre en bois d'une dizaine de mètres.

SI ELLES FONT TOUT ÇA, C'EST POUR LEURS FILS EN ÂGE DE SE BATTRE et leurs maris au front. C'est d'ailleurs directement à eux que les Araignées envoient leurs colis. « On ajoute des paquets avec des barres protéinées, du shampoing sec, des bougies antimoïstiques, des chaussettes, enfin, tout ce qu'ils nous demandent », ajoute-t-elle. Comme à chaque fois au printemps, ce sont les sprays contre les tiques qui sont le plus demandés.

Au milieu des femmes et des vieillards qui entourent en chœur des chants nationalistes à la gloire de l'Ukraine, on remarque un homme qui semble encore en âge de prendre les armes. Volodymyr, 48 ans, est arrivé en Pologne il y a plus de dix ans, car il ne trouvait plus de boulot dans son pays. « Je n'ai pas peur ! J'irai, si besoin ! », se défend-il en bombant le torse, quand on lui demande s'il pense rejoindre l'armée. Mais

tous ses amis lui jurent qu'il faut qu'il reste ici pour organiser le soutien matériel depuis l'extérieur. « Vous croyez quoi ? On a tous nos familles de l'autre côté de la frontière », s'empête-t-il. Come pour illustrer son propos, il pose alors la moitié de son téléphone sur une table. L'appareil a deux doigts de table, lequel dans le vide. « Là, je vous parle, mais je garde toujours un œil sur mon téléphone, s'il tombe, je le rattraperai toujours ! Alors, qu'on ne vienne pas dire que je suis un traître dans mon dos », gueule-t-il, l'index levé.

Ce discours sur l'effort de guerre, on l'avait déjà entendu à l'un des nombreux postes-frontières réservés aux piétons entre les deux pays. Dans le sud-est de la Pologne, à quelques pas la ville de Medyka, c'est un flux continu de personnes qui franchissent quotidiennement les grilles du point de passage depuis l'Ukraine. On s'étonne de voir autant d'hommes traverser librement. Le gouvernement de Volodymyr Zelensky leur avait pourtant bien interdit de quitter les débuts de la guerre...

Quand on accoste Nikola et Ibor, qui marchent d'un pas vif vers la station de bus, les deux gaillards, 52 et 59 ans, dégainent leur laissez-passer de l'armée. Ils travaillent pour la direction du fonds pour l'aide militaire, et vont régulièrement chercher des véhicules en Belgique et en France.

« Tous les types que vous voyez ont ce genre de papiers, ou alors ils ne sont pas ukrainiens », affirment-ils. Impossible de passer sans ce sésame, donc. « Même mon fils de 30 ans, handicapé moteur depuis des années, les gardes-frontières ne le laissent pas passer », précise Nikola.

DANS UN CAFÉ DU CENTRE-VILLE de Varsovie, Andrii Rachynskyi, 32 ans, nous montre également son autorisation de sortie du territoire. Elle est pérémorte depuis plus d'un an. Au début de la guerre, il était encore photojournaliste pour la presse ukrainienne, il pouvait donc circuler librement. Mais son ordre de mobilisation est arrivé dans la bolte aux lettres de son père. « J'étais de passage à Varsovie à ce moment-là, et j'ai décidé de rester. Moi, je suis un artiste, je ne serais pas capable de faire grand-chose dans l'armée », nous confie-t-il, en tentant de calmer son fils de 2 ans qui gesticule sur ses genoux.

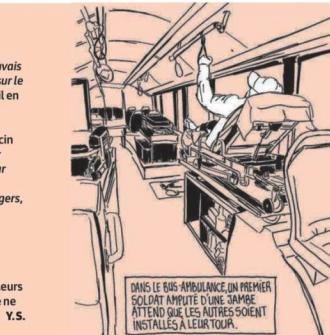
Yuriia CHIPROVSKY, 41
CERTAINES D'ELLES
S'ESTRENT D'AUTRES
REFUGIÉES, ELLES-MÊME
REFUGIÉE D'EUROUSSIE.



à, aucun enfant ni vieillard à les hommes, plutôt jeunes, le regards ne laissent que peu

« C'est l'un de mes amis qui a posé le pied au mauvais endroit, tous ceux qui étaient à côté sont morts sur le coup, moi, j'ai perdu ma jambe », nous confie-t-il en pointant le moignon qui dépasse de son short. Un peu débordé par le nombre de patients qui déboulent chaque jour dans son unité, le médecin ukrainien qui s'occupait de lui voulait l'amputer jusqu'à la hanche. Hors de question. « Le docteur a fini par céder et faire en sorte de lancer une procédure d'évacuation vers des hôpitaux étrangers, pour qu'on n'ait pas à en arriver là », explique le militaire en tapotant nerveusement de son unique pied sur le sol. Et maintenant ? « On m'a dit que j'allais en France, mais je ne sais pas où exactement », dit-il.

Volodymyr, 39 ans, qui nous sourit depuis pourtant pas directement, est saloperies que les Russes sur les champs de bataille.



Beaucoup de mes amis mobilisables ont été envoyés en Espagne ou en Allemagne. D'autres sont restés en Ukraine, mais ils ne combattent pas. Ils restent chez eux. Ce n'est pas un secret, beaucoup de jeunes Ukrainiens ne veulent pas se battre.

Certains de mes amis ont reçu jusqu'à trois lettres de mobilisation, mais ils n'y vont pas. Ils écopent d'une amende de 600 dollars à chaque fois.

Dans l'armée ukrainienne, la seule façon de se barrer, c'est d'être blessé ou de mourir.

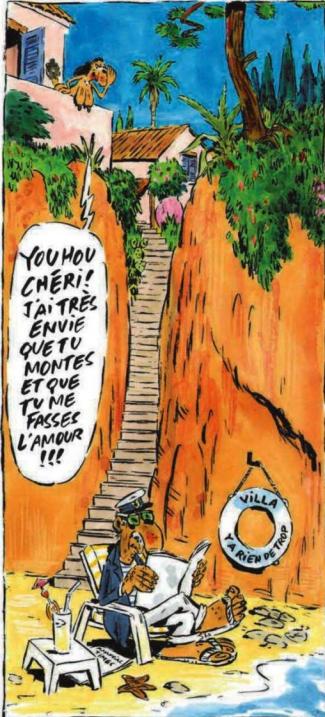
Andrii, dans un café de Varsovie



Comme tous les autres, il entend de loin les grincements de dents de connaissances restées au pays. « Certains me traitent de lâche, mais moi, je mène le combat autrement. Il y a deux semaines, j'étais à Venise pour représenter l'Ukraine dans un festival, je suis finalement plus de choses pour mon pays que si j'étais au front », tente-t-il de se justifier. Face à notre moue qu'il juge dubitative, le photographe s'empressé d'ajouter : « De toute façon, il y a une grosse division au sein des Ukrainiens, selon que tu te trouves sur le territoire ou pas, selon que tu es dans l'armée ou pas et, même au sein de l'armée, ceux du front regardent de travers ceux qui se laissent couler dans les bureaux. » On est finalement tous lâche de quelqu'un. ■



FIN DE VIE, L'HEURE DU DÉBAT



Charlie Enquête

AIDE À MOURIR
L'angle mort
des souffrances psychiques

Alors que les psychiatres sont évincés des discussions sur la fin de vie, les amendements votés en commission font évoluer la loi prévue, autorisant en creux des personnes victimes de souffrance psychique à recourir à l'aide à mourir.

COLINE RENAULT

Le problème, avec le débat sur la fin de vie, c'est que les discussions ont été si polarisées, et depuis si longtemps, qu'on se lasse des arguments avant même de les avoir entendus, tant on s'attend à être bassiné par le progrès, qui serait opposé aux réactionnaires, par la dignité, contre à l'acharnement. Au risque de ne pas prêter attention aux amendements votés en commission par l'Assemblée nationale, qui font dangereusement évoluer le texte annoncé initialement par Emmanuel Macron, qui souhaitait pourtant une loi de rassemblement, de « fraternité », pour une mort prononcée dans des « conditions strictes ». En première lieu, les amendements votés mi-mai ont une incidence sur l'aide à mourir en cas de souffrance psychique, ce qui inquiète grandement les psychiatres. Souvent accusés de s'opposer à la mort dite « digne », ils voient néanmoins tous les jours des cas qui complèxifient la théorie.

Il était au début établi que les personnes souffrant de troubles psychiatriques seraient écartées d'office du processus de l'aide à mourir. Si bien que les sociétés savantes de psychiatrie ont été totalement ignorées dans les discussions, comme si la santé mentale n'était pas un sujet lorsqu'on souhaite mourir. L'idée était d'éviter une situation comme en Belgique ou aux Pays-Bas, où l'euthanasie psychiatrique est acceptée. Bas, où les voisins, elle a concerné 26 personnes en 2022, dont des patients jeunes, soit 0,8 % des cas.

Mais en France, la nouvelle version du texte brouille les pistes pour ces personnes. Les médecins voient, effarés, les verrous sauter un à un. Premièrement, le critère du pronostic vital à court ou moyen terme a été remplacé par l'exigence d'un « stade avancé ». Or, quelqu'un sous dialyse est considéré comme malade à un stade avancé, tout comme une personne souffrant d'une insuffisance cardiaque, quand bien même ces gens pourraient vivre encore des années...

Sur le sujet spécifique de la psychiatrie, une personne bipolaire, ou dépressive, souffrant d'une autre maladie chronique, serait alors éligible à l'aide à mourir si elle témoignait d'une souffrance réfractaire... sans avoir à consulter un psychologue ou un psychiatre avant le passage à l'acte. Pourtant, peut-on véritablement séparer la souffrance physique de la souffrance psychique ?

« On ne peut pas couper un corps d'un cerveau. La composante psychique de la souffrance physique est énorme. Huit fois sur dix, une personne atteinte d'une maladie chronique sera dépressive », s'agace la psychiatre et gériatrie Véronique Lefebvre des Nöëttes. Le psychiatre Cyril Hazif-Thomas, à la tête de plusieurs instances d'éthique, s'interroge, lui, sur la distinction entre souffrance psychique et troubles psychiatriques : « Peut-on vraiment imaginer une souffrance psychique jusqu'au désir de mourir, qui est un symptôme, indépendamment d'un trouble, comme la dépression ? Les deux sont intrinsèquement liés, souligne-t-il. La maladie physique produit des douleurs physiques, qui produisent des douleurs morales, ce qui crée un trouble psychique qui vient brouiller votre discernement. Les quelques mois qui suivent l'annonce d'une maladie grave ou une complication créent ce qu'on appelle un "consentement tunnelnaire" : vous ne voyez plus d'autre issue que ce que le désespoir vous dicte. Les personnes qui veulent mourir vont pourtant être accompagnées et s'approprier leur maladie au fur et à mesure. »

Car c'est tout l'enjeu de ce qui est considéré comme une «douleur psychique inadmissible ». L'envie de mourir est une

composante même de la souffrance psychique, sans qu'elle soit pourtant irréversible ou permanente. « C'est d'ailleurs pour cela que la psychiatrie est le seul domaine médical où l'on applique des soins sans consentement : la maladie mentale abolit le discernement », poursuit Véronique Lefebvre des Nöëttes. Le seul médicament semble être la mort. Tous les jours, je vois des patients qui souhaitent mourir. Or c'est tout le travail des psychiatres de maintenir la tête des malades hors de l'eau. »

D'autant que cette souffrance n'est ni quantifiable ni objective. Véronique Lefebvre des Nöëttes raconte un cas exceptionnel, mais éclairant. M. P., âgé de 77 ans et tout à fait autonome, se présente à elle avec une carte de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), en demandant son droit à la mort. La psychiatre l'interroge : « Qu'est-ce que vous fait penser que vous êtes en état de souffrance inadmissible ? » Il répond : « Je vais perdre l'usage de mes jambes, et je ne peux plus faire mon marathon. » La douleur est interprétée par le cerveau avec un nuancier interpersonnel et singulier, explique la médecin. Il ne s'agit pas de nier la douleur des patients, évidemment, mais d'admettre que, dans ce domaine, il est impossible de faire une loi pour tous. Le problème avec l'aide à mourir, c'est que la défense prend la place de l'alliance thérapeutique. Ce patient a totalement perdu de sa dignité, de sa mort, qu'il préfère ériger un droit sans discussion avec les soignants qui pourraient l'accompagner. C'est d'autant plus inquiétant dans une société extrêmement agissante. La société les assigne à vouloir disparaître. « Elle pense notamment à M. R., 92 ans, qui a fait trois tentatives de suicide en quarante-huit heures. « Je suis malade, je suis fatigué avec ma fille unique, elle vit en Suisse. Je ne peux pas voir mes petits-enfants », lui explique le patient. « On passe un contrat : avant de mourir, je reviendrai vous voir tous les jours pendant un mois, et permettrez-moi d'appeler votre fille », lui suggère la soignante. Un mois plus tard, l'homme ressort de l'hôpital, direction... la Suisse, chez sa famille.

La plupart du temps, l'envie de mourir engendrée par des souffrances psychiques est ambiguë, chargée de contradictions. « J'ai eu encore ce matin une patiente qui voulait mourir. Elle était âgée, isolée, abandonnée par sa famille, et souffrait énormément. Cependant, en discutant, elle m'a dit qu'il y avait des choses qu'elle avait encore envie de faire, comme manger ou parler avec des gens. Mais, entre-temps, elle exprimait encore son désir de mourir. Cette ambiguïté n'est pas née avec le texte de loi, regrette Cyril Hazif-Thomas. Pour que ce texte soit éthique, il faudrait qu'une personne traverse tous les parcours de soins possibles avant de demander la mort : un statut psychiatrique, des soins palliatifs... A ce jour, aucun rendez-vous avec un psychiatre n'est prévu dans le processus. Ses patients qui le demandent pourront courir un risque psychique. Mais c'est une merveille. »

En attendant, les soignants qui s'opposeraient au « droit à mourir » des patients pourraient même être accusés de « délit d'entrave », sanctionné par une amende allant jusqu'à 15 000 euros. « Donc, dans mon hôpital, où on s'attache tous les jours à sauver physiquement et moralement des personnes ayant effectué une tentative de suicide, on aura à côté de ces patients d'autres qui viendront mourir en toute liberté, parce que c'est leur droit ». Quel est le sens de notre travail ? C'est terrible, pour nous, les psychiatres », poursuit Véronique Lefebvre des Nöëttes. Elle reste toutefois une fervente défenseuse de la loi Leonetti, prescrivant chaque jour dans son service des sédatifs profondes aux personnes en souffrance. Il y a quelques mois, on l'a appelée pour rencontrer un patient qui avait tenté de mettre fin à ses jours à l'hôpital. Dans la chambre, elle aperçoit un homme mourant, qui respire mal. « Je suis allée voir mes collègues, je leur ai dit : « Ce n'est pas d'une psychothérapie qu'il a besoin, mais d'une sédatrice profonde et continue. » Elle s'adresse au patient : « Voulez-vous qu'on prévienne votre famille ? » Celui-ci répond : « Évidemment, je veux dire au revoir. » « S'interroger des dérives de l'aide à mourir n'est pas de l'acharnement, ajoute la psychiatre. Évidemment, on peut mettre de la dignité, du discernement et de la délicatesse dans la fin de vie. » ■

Emmanuel Macron
veut faire de la France,
« un des pays champions
de l'IA » *« LE MONDE »*, 22/5/24

L'IA VA VOUS CHANGER LA VIE



Dans le jacuzzi des ondes

Renaud Camus chez Pivot

PHILIPPE LANCON

Comme le temps passe ! Pivot est mort, enterrons-le avec Renaud Camus, cet écrivain dont la politique a fait de drôle. Le 24 juillet 1981, il est sur le plateau d'*Apostrophes*. Il a 34 ans, peu de gens l'ont lu. Ce n'est pas encore l'homme qui compte les Juifs dans une émission de France Culture, ni celui du « grand remplacement ». C'est l'auteur, délicat et sans compromis, de *Tricks*, qui contait crûment sa vie homosexuelle à une époque où celle-ci relevait souvent de la honte et du secret. Roland Barthes a préféré le livre : « *La littérature, écrit-il à son propos en 1979, est là pour donner un supplément de jouissance, non de décence* ». Les récits de Camus, poursuit-il, « sont neutres. Ils n'entrent pas dans le jeu de l'interprétation. Ce sont des sortes d'« *op-à-plats*, sans ombres et sans arrière-pensées. [...] Seule l'écriture permet cette pureté, ce matin de l'énonciation, inconnu de la parole, qui est toujours un enchevêtrement retors d'intentions cachées. C'est la littérature vivante de ces années-là : l'expérience dressée par la forme, avec un souci de vérité, dépourvue de toute psychologie morale et sentimentale.

Thème du jour dans *Apostrophes* : « *Tous les chemins mènent en France* ». Et à cette Rome, pour les auteurs, qu'est l'émission de Pivot. Autres invités : Gilles Perrault (mort le 3 août 2023), Louis Nucéra (mort le 9 août 2000), François Caviglioli (mort le 21 mars 2014). Trois hommes dont j'ai lu des livres des articles, il y a longtemps. Perrault m'a marqué. J'étais adolescent. *Le Pull-over rouge*, enquête sur l'affaire Christian Ranucci, m'a fait hanté sans retour la peine de mort et toute idée de condamnation sans preuves rigoureusement établies. Plutôt neuf coupables débors qu'un innocent en prison ou, une dernière fois à cette épingle, sous le couperet.

Renaud Camus est venu parler de *Journal d'un voyage en France*. Il porte un petit pull fin jaune citron, une mince cravate grise pas entièrement nouée, une chemise bleu ciel. A une épaisse petite moustache, des cheveux ondulés et bien peignés, cette voix articulée et doucement haut perçue, presque précieuse, qui renvoie à la méticulosité ironique de sa prose. Pendant deux mois, il a voyagé en France, d'abord avec sa mère, puis sans, à bord d'une 403. Gilles Perrault le compare à Kerouac, mais ce n'est pas un road-trip de beatnik. Camus n'est allé que là où il voulait aller, plutôt vers des châteaux, des musées, des paysages, avec, entre lui et le monde, le filtre persistant du passé. Il décrit ce qu'il a vu et vécu, des restaurants moyens aux buissonards : « *Rien n'est exclu, dit-il à Pivot, tout ce qui t'altère de présenter dans le livre, y compris des choses tout à fait intolérables, comme la maladie* ». Une hépatite l'a ralenti. Ensuite, il a continué seul le voyage. Ce qu'il appelle un « *réalisme absolu* », précise-t-il, c'est un « *réalisme très subjectif* [...] Quand on voyage, on ne voit jamais les choses « *telles qu'elles sont* ». Moi, j'aurai les montrer telles que je les percevais tel jour. Ça dépendait de la façon dont j'avais dormi, de mon humeur éventuellement, de la lumière, de l'air du temps, dans une ville, des embouteillages, d'un tas de choses très personnelles, de mon passé... ». Sans doute n'imaginait-il pas encore son avenir moral et politique - celui qu'aujourd'hui nous lui connaissons (ou lui réservons). Mais le choc du temps perdu et retrouvé, face à l'émission, vient d'ailleurs.

Assez vite, Pivot en vient aux récits des rencontres sexuelles de l'écrivain : « *Et puis, il faut bien le dire, parce que c'est la vérité, vous allez rire dans ce qu'on pourra appeler des mauvais lieux, des saunas, vous rencontrez des hommes pollués... Vous ne nous cachez rien !* » Camus a un petit sourire : « *Non, non, c'était mon propos* ». Puis, déclouement : « *Je fais une petite objection au « mauvais lieu » qui n'appartient pas sous ma plume* ». Pivot, s'agitant : « *Non, non, ça c'est moi qui...* » Camus, mains croisées : « *Je n'ai jamais compris pourquoi les choses du sexe font l'objet d'un statut particulier, doivent être érigées en secret. Moi, je trouve que ce sont des choses très intéressantes et très agréables à vivre, mais je ne vois pas pourquoi elles feraienr l'objet d'une espèce de ségrégation dans le discours, pourquoi il faudrait en parler uniquement dans les livres spécialisés, ou avec une langue particulière. J'en parle comme je parle d'autre chose, comme ça se présente. J'en parle...* » ●

Le choc du temps perdu et retrouvé vient d'ailleurs. Assez vite, Pivot en vient aux récits des rencontres sexuelles de l'écrivain : « *Et puis, il faut bien le dire, parce que c'est la vérité, vous allez rire dans ce qu'on pourra appeler des mauvais lieux, des saunas, vous rencontrez des hommes pollués... Vous ne nous cachez rien !* » Camus a un petit sourire : « *Non, non, c'était mon propos* ». Puis, déclouement : « *Je fais une petite objection au « mauvais lieu » qui n'appartient pas sous ma plume* ». Pivot, s'agitant : « *Non, non, ça c'est moi qui...* » Camus, mains croisées : « *Je n'ai jamais compris pourquoi les choses du sexe font l'objet d'un statut particulier, doivent être érigées en secret. Moi, je trouve que ce sont des choses très intéressantes et très agréables à vivre, mais je ne vois pas pourquoi elles feraienr l'objet d'une espèce de ségrégation dans le discours, pourquoi il faudrait en parler uniquement dans les livres spécialisés, ou avec une langue particulière. J'en parle comme je parle d'autre chose, comme ça se présente. J'en parle...* » ●

RENAUD CAMUS PARLE DE SEXE COMME D'AUTRE CHOSE



Qu'avez-vous vu,
monsieur Haenel ?

La peinture
est un jardin

YANNICK HAENEL

Il vous reste jusqu'au 17 juin si vous voulez voir au musée du Louvre cette petite exposition exceptionnelle consacrée à l'un des chefs-d'œuvre de la peinture : *La Vierge du chancelier Rolin*, de Jan Van Eyck (vers 1390/95-1441).

Le tableau vient d'être restauré : l'allégement des couches de vernis oxydés qui l'assombrissaient nous redonne sa splendeur directe. C'est un élouissement.

Sur un morceau de bois peint à l'huile de 66 cm de haut et 62 cm de large, qui représente une loggia carrelée de damiers en marbre scandée de colonnes et d'arcades, un homme, la coupe au bol et le visage expressif (bouche décide, lèvres amères, regard d'autorité), mais tout entier déarmé, prêt à la dévotion), est à genou, les mains jointes au-dessus d'un prie-dieu recouvert de velours bleu, face à une Vierge blonde et décoiffée, enveloppée d'un manteau rouge galonné de perles, qui tient sur ses genoux le Christ enfant.

L'exposition, centrée sur ce tableau, propose d'autres œuvres de Van Eyck, placées en satellites, qui approfondissent notre compréhension passionnée. C'est tout un petit roman en peintures qui déroule alors pour nous ses chapitres d'énigme narrative.

Que se passe-t-il dans ce tableau ? Pourquoi, en arrière-plan, de dos, deux personnages de miniatures enluminées représentent-ils les grandes masses bleues et rouges du premier plan ? Pourquoi ce jardin gorgé de roses, peuplé de pies et de paons, s'ouvre-t-il en plongée à notre regard, comme si nous étions invités aux délices toujours disponibles d'Éden ?

Pourquoi une peinture de piété flamande de l'après-Moyen Âge nous

produit-elle tant d'émotion ? Pourquoi tout de joie nous serre-t-elle le cœur, comme si nous n'avions

toujours été là, comme si nous connaissions ce chancelier, comme si nous étions follement présents, nous aussi, à la Vierge ?

La peinture nous accorde un accès à la présence aussi limpide que l'amour. Elle nous ouvre à un monde de détails et de couleurs ; elle nous fait penser gracieusement.

En tournant autour du tableau, on découvre, en revers du bois, un trompe-l'œil de marbre feint jaune-vert. On pouvait donc voir l'œuvre sous toutes ses faces. La contemplation des pierres était considérée au Moyen Âge comme une aide à la prière. Surprise : ce tableau était donc un autel portatif.

J'aimerais bien imaginer le rude chancelier Rolin transportant son tableau partout avec lui sur les routes du duché de Bourgogne et le contemplant, le soir, à la bougie. Chacun transporte avec soi son jardin intérieur : qu'on ait besoin ou non d'un dieu, peu importe. Mon dieu à moi, ma déesse, ce sont les phrases, c'est la littérature ; c'est à elle que je pense, et en miroir, elle m'offre sa pensée.

Je transporte la littérature, un livre, tous les livres stockés dans la mémoire de mon cœur, et je ne cesse de les ouvrir et de me réjouir. Ce qu'on aime est là, avec nous, pour toujours : c'est mon sacré à moi. ●

CANNES

ON REMBALLE !

ATTENDS !
RAHIDA DATI
EST ENCORE
SUR LE TAPIS !

Millim

LE MEILLEUR DES MONDES NUMÉRIQUES



PETIT CHATBOT ROUGE

SOIXANTE ANS APRÈS LA PUBLICATION du « Petit Livre rouge » marquent les citations de Mao, et obligatoire pour chaque famille, c'est une version plus moderne à laquelle devront désormais soucire les Chinois : un chatbot programmé à partir des discours et des pensées du camarade Xi Jinping. Lequel viendra donc répondre à toutes les questions possibles des internautes sur le « socialisme aux caractéristiques chinoises ». Le nouveau Grand Timonier ayant toujours raison, on attend avec impatience les premières « hallucinations » (lorsque le chatbot répond n'importe quoi) de ce Xibot. P. Chenet

CHARGEUR DE NEURONES

LA MÉGALOMANIE D'ELON MUSK a fini par lui faire perdre toute logique. Alors qu'il veut augmenter le nombre de ses clients Tesla, sa fameuse voiture électrique sol-déstant autonome, sa quête de gloire lui a semblé-t-il fautoublier que cette dernière ne roula pas par la grâce du Saint-Esprit. Eh oui, qui dit voiture électrique dit chargeur. Or c'est au sein de cette division de l'entreprise

chargée de monter un réseau de chargeurs sur le plus de territoires possible qu'Elon Musk a décidé de licencier le plus de monde, début mai. Rassurez-vous : à la suite d'un éclat de génie du milliardaire, la plupart des licenciés ont été reembauchés quelques jours plus tard... L. Redaud

6G

AVEC X, ELON MUSK permet à tous les néonazis de la planète de s'exprimer. Avec Starlink, son fournisseur d'accès

LA CONNERIE CONNECTÉE DE LA SEMAINE

À LA RECHERCHE DU PROFIT

LORRAINE REDAUD

Quiconque a déjà mis les pieds dans une entreprise sait que l'ambiance n'est pas toujours au beau fixe et que certaines tensions peuvent apparaître entre collègues. Et quand ces crispations ont pour cadre une multinationale, le conflit interne peut avoir un impact bien au-delà des murs du siège social. Prenez Google, par exemple. Depuis plusieurs mois, de nombreux observateurs font état d'une baisse de qualité dans les résultats proposés par le moteur de recherche. En lieu et place de sites « sérieux », Google propose désormais des publicités ou des



sites générés par l'intelligence artificielle. Plusieurs raisons expliquent ce changement, et l'une d'entre elles se nomme Prabhakar Raghavan. Inconnu du grand public, ce cadre s'est

à Internet par satellite, il permet aussi aux djihadistes de surfer sur le Web en toute décontraction ! C'est la récente découverte faite par l'armée nigériane qui, lors d'un raid contre Boko Haram, a mis la main sur un terminal Starlink. Malheureusement, le manque de régulation concernant l'entreprise de Musk risque fort d'empêcher les autorités effectuées pour s'offrir ce service, et donc de procéder à des arrestations dans le groupe terroriste. Bien joué ! L. Redaud

VIVA LA SCHIZOPHRENIE

LORS DE LA NOUVELLE ÉDITION DE VIVATECH, grand-messe des start-up « disruptives » bien décidées à transformer le monde, Elon Musk, apparu comme leur gourou, a démontré une fois de plus l'ampleur de sa schizophrénie. Fustigeant comme à son habitude les médias, des « machines à maximiser les clics, mais pas [...] à maximiser la vérité », le patron de X, royaume du clic frénétique et abrutissant, encourage les parents à « limiter les médias sociaux pour leurs enfants, car ces derniers sont programmés par une IA qui maximise la dopamine ». Sur l'IA, qu'il redoute par-dessus tout, le milliardaire souhaite qu'elle soit « formée pour être honnête et non politiquement correcte ». Si on calquait l'IA sur le cerveau d'Elon Musk, il y aurait effectivement de quoi paniquer. E. Lalande

CULTURE JAPONAISE

LE RÉSEAU SOCIAL TIKTOK est régulièrement plébiscité pour son ingénieux algorithme. Une technologie dont Facebook ferait bien d'inspirer... Il semblerait en effet que le site de Zuckerberg ait complètement péti les plombs. Au lieu de recommander à ses utilisateurs les photos et vidéos de leurs amis, Facebook leur propose... du hentai. Ces mangas et animés pornographiques cumulent ainsi des millions de vues et mettent parfois plusieurs jours à disparaître de la plateforme, qui, on le rappelle, est accessible dès 13 ans... Incompétence, manque de modération ou promotion du multiculturalisme ? L. Redaud

faire connaître grâce au journaliste indépendant américain Edward « Ed » Zitron, qui l'a sobrement rebaptisé « l'homme qui tua les recherches sur Google ». L'affaire commence en 2019 : Raghavan, alors responsable des publicités, entre en guerre avec Ben Gomes, en charge, lui, des résultats de recherche (Search), car il constate une baisse des revenus issus de ce secteur. Des tensions s'ensuivent, des mails « passifs-agressifs » fusent. Gomes cherche à privilégier l'utilisateur, quand Raghavan veut juste faire un max de blé sur les dos de ce dernier. Devinez qui a gagné ? Et, ultime pif de nez aux utilisateurs, Google a décidé de changer son responsable Search : adieu Ben Gomes, bienvenue à... Prabhakar Raghavan. ●

Vivrensemble

La solution à zéro État

GÉRARD BIARD

Et de 146 ! Le 22 mai, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont annoncé reconnaître officiellement l'État palestinien. Dans quelques jours, la Slovénie devrait en faire autant. Ce sont désormais les trois quarts des pays membres de l'ONU qui soutiennent la concrétisation d'un État palestinien. Lequel, pour le moment, n'existe que sous la forme fumeuse d'une « Autorité » qui n'en a que le nom, dirigée par une clique de vieilles crôutes corrompues, en concurrence ouverte et querrière avec un groupe terroriste qui règne sur une enclave en voie de pulvérisation. Qu'à cela ne tienne. Au train où vont les choses et en raison de l'aveuglement jusqu'au-boutiste de Netanyahu, il y aura bientôt davantage de pays dans le monde qui reconnaîtront l'État palestinien que de pays qui reconnaîtront l'État israélien... Or, pour que « solution à deux États » il y ait, il ne suffit pas de la réclamer sur un ton incantatoire. Il faut que ces deux États soient une évidence pour tous. On ne peut pas vraiment dire que nous y sommes.

La création d'un État palestinien viable et indépendant implique plusieurs choses. D'abord, il est indispensable de répondre à quelques questions de base. Quel État, sous quelle forme, à l'intérieur de quelles frontières et avec qui aux commandes ? Ensuite, il faut aussi que quelqu'un à la tête d'Israël pour l'accepter - à défaut de le souhaiter -, capable de surcroît de maîtriser les colons les plus radicaux.

Enfin, l'État hébreu ne doit plus vivre sous la menace de tous ceux, nombreux et divers, qui le désignent soit sous le terme d'« entité sioniste » et rêvent de le voir disparaître. Cela signifie l'éradication du Hamas - car il est peu probable que ses dirigeants actuels prononcent sa dissolution en assemblée générale... -, mais aussi du Hezbollah libanais, et, évidemment, la chute des régimes des mollahs en Iran. Pour commencer.

À tous les finasseurs qui aujourd'hui récusent l'accusation d'antisémitisme en se déclarant fièrement « antisionistes », rappelons que, si l'on a bien le droit d'être antisioniste - nombre de Juifs le sont, mais pas pour les mêmes raisons -, le sionisme ne vient pas de nulle part. Il émerge à la fin du XIX^e siècle dans le sillage de l'affaire Dreyfus et de l'affirmation toujours plus violente d'un antisémitisme politique et intellectuel en Europe - sans oublier les pogroms successifs en Russie -, et théorise la nécessité pour les Juifs du monde entier de cesser d'être un peuple « errant » et d'avoir un État à même de les accueillir et de les protéger. Une nécessité qui s'impose comme un impératif existentiel au lendemain de la Shoah. Malheureusement, ce constat demeure plus que jamais d'actualité. Par une écourrouée ironie, le massacre du 7 octobre a encore davantage décomplexé la parole et l'action antisémites, comme si le Hamas, avec ses atrocités, avait rallumé le foyer d'une haine antijuive qui ne demandait qu'à flamber de nouveau.

Désormais, la légitimité de l'existence d'Israël, sans être ouvertement remise en cause, ne cesse d'être sournoisement questionnée en toute bonne conscience, aussi bien sur les campus où l'on crie « La Palestine de la rivière à la mer » - ce qui est une autre façon de dire « les Juifs à la mer » - que dans les grandes instances internationales, où l'on renvoie trop souvent dos à dos un mouvement terroriste et un État démocratique. Pour les élections européennes, les partisans de la disparition d'Israël présentent même une liste - Free Palestine, au logo représentant un État palestinien « de la rivière à la mer », justement, c'est-à-dire effaçant totalement l'État hébreu... -, sans que cela déclenche beaucoup d'indignations. Les Palestiniens, qui vivent un calvaire depuis trop longtemps, méritent mieux que ces faux sujets qui se bousculent devant les voix accédant à la liberté et à l'indépendance, et souhaitent surtout la disparition d'Israël. Ce n'est pas à leurs côtés qu'ils gagneront l'émancipation. •



AUTRE CHOSE

En 1849, George Sand aurait promis son amour à celui qui écrirait la poésie la plus obscène. Victor Hugo perdit, Alfred de Musset gagnait avec, « Les Filles de Loth ». Bien plus tard, le sous-préfet de Guyane demanda à l'ancien bagnard et peintre Francis Lagrange (1900-1964) d'illustrer « Les Filles... ». À la mort du sous-préfet, en 2018, son auxiliaire de vie trouvait le manuscrit, et... « Flag et les Filles de Loth ».



de Francis Lagrange, est publié aux Éditions de la Pigne (ISBN 978-2-9565305-7-2), 56 pages, 9 €.

Gen War. La guerre des générations. BD de Mo/CDM,

à Fluide glacial en 2 tomes. ► Le rire postapocalyptique sur la guerre entre jeunes et vieux. Violent, on peut s'engueuler pour n'importe quoi, mais les jeunes finiront par Vieillir... ■

Jusqu'au 6 juillet: expo de Joost Swarte à la galerie Martel, 17, rue Martel, 75010 Paris !



Les Puces

Petit tour d'horizon

LUCE LAPIN

Afin que les consommateurs soient informés des conditions d'abattage des animaux qu'ils consomment, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) propose un étiquetage envoi de bien-être des animaux, allant de A à E : « Le découpage en cinq niveaux permet la progrèsivité du système. » À noter que le niveau E, qui se réfère à l'abattage rituel - casher et halal -, indique « le strict respect de la législation » (c'est le niveau minimal de bien-être animal, BEA). Un progrès, mais on pourrait simplifier en supprimant la dérogation qui permet l'abattage rituel - animaux non étourdis, égorgés en pleine conscience, en pleine souffrance : leur agonie peut durer quelque dix minutes. L'étourdissement est obligatoire dans le cadre d'un abattage conventionnel - c'est simple, c'est la loi.

EUROPEENNES. Sur X (18 mai), Manon Aubry se dit « fière d'être la tête de la liste classée 1ère par L214 pour la défense des animaux ». Bravo ! Sauf que... c'est faux. C'est pas pour chipoter, mais, non seulement elle n'est pas « tête », mais elle n'est pas non plus la seule (politique-animaux.fr/politicians?nom=prenom+&id%5B%5D=45#content-content).

Un commentaire sur Jean-

Marie Gouvernator - l'Éco-

logie au centre -, qui atteint 19,8 sur 20. Gouvernator, c'est le pugiliste de La France en action (2005). Une fois de plus, la défense animale ne peut en aucun cas constituer en tout. Savoir qui va sur qui (ou pas), c'est utile... et même indispensable... engagement-animaux.fr/elections-europeennes-2024

PROJET de loi. Mardi 14 mai a été présenté à l'Assemblée nationale, en séance plénière, le projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture. Il était censé aider le monde agricole à sortir de la crise qu'il traverse. Pour la 124 Ethique & Animaux, il renforcerait au contraire « la dépendance à l'élevage et au transport pour l'alimentation animale qui en découlent » et l'augmentation des élevages intensifs (214.com/communications/20240514-loi-orientation-agricole-recul-animaux).

PARLEMENT BRITANNIQUE. Mardi 14 mai, vote de l'interdiction de l'exportation d'animaux d'élevage vivants. Chez nous, 91 % des Français sont opposés au transport d'animaux vivants vers leur lieu d'abattage (Fondation 30 Millions d'Amis-Ifrp Opinion, 2024). Mais rien... ■

BOUQUIN. Vivent les corneilles. Un plaidoyer pour une cohabitation responsable, de Frédéric Jiguet (éd. Actes Sud, 2024).

BONNE NOUVELLE ! Sensibilisé par l'association pour le Ethical Treatment of Animals, Pour une éthique dans le traitement des animaux (petafarm.com), Carrefour ne vend plus de cuisses de grenouilles. ●

luce-lapin-et-copains.com/category/elevage-protection-animaux/abattage-rituel (lucelapinetcopains@gmail.com).

EUROPEENNES

DEJA DES INTENTIONS DE VOTE !

LES PIGEONS ONT CHOISI LFI



CHARLIE HEBDO OFFRE D'ABONNEMENT

6 mois

à la formule intégrale
(édition papier + édition numérique + contenu du site)

**et recevez en cadeau
le tee-shirt «VOTE!»
illustré par Luz**

59€*

au lieu de 92,40 €, prix normal de vente
(74 pour l'export)



2 tailles disponibles : L et M (coupe homme)

* Offre valable jusqu'au 30 juin 2024.

JE SOUHAITE RECEVOIR
CHARLIE HEBDO PENDANT 6 MOIS

EN CADEAU LE TEE-SHIRT «VOTE !» ILLUSTRE PAR LUZ

Retournez ce bulletin ainsi que votre règlement à l'ordre des Éditions Rotative à :
CHARLIE HEBDO BP 50311 75625 PARIS CEDEX 13
ou abonnez-vous en ligne sur boutique.charliehebdo.fr

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

E-MAIL

JE CHOISIS MON MODE DE RÈGLEMENT

- Par chèque à l'ordre des Éditions Rotative**
 - Par virement bancaire Nom de la banque : Société Générale
Domiciliation : Paris Paris Brassens CIB : SOGEFRPP
IBAN : FR7630003035410002019142969**
 - J'accepte de recevoir les offres commerciales de **CHARLIE HEBDO**
 - J'accepte de recevoir les offres des partenaires choisis par **CHARLIE HEBDO**

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/1/1978, vous avez droit d'accès

à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous avez le droit de consultation, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant. Ce droit peut s'exercer auprès du service abonnement de CHAMPS HERBES, 29, 75026 Paris Cedex 16.

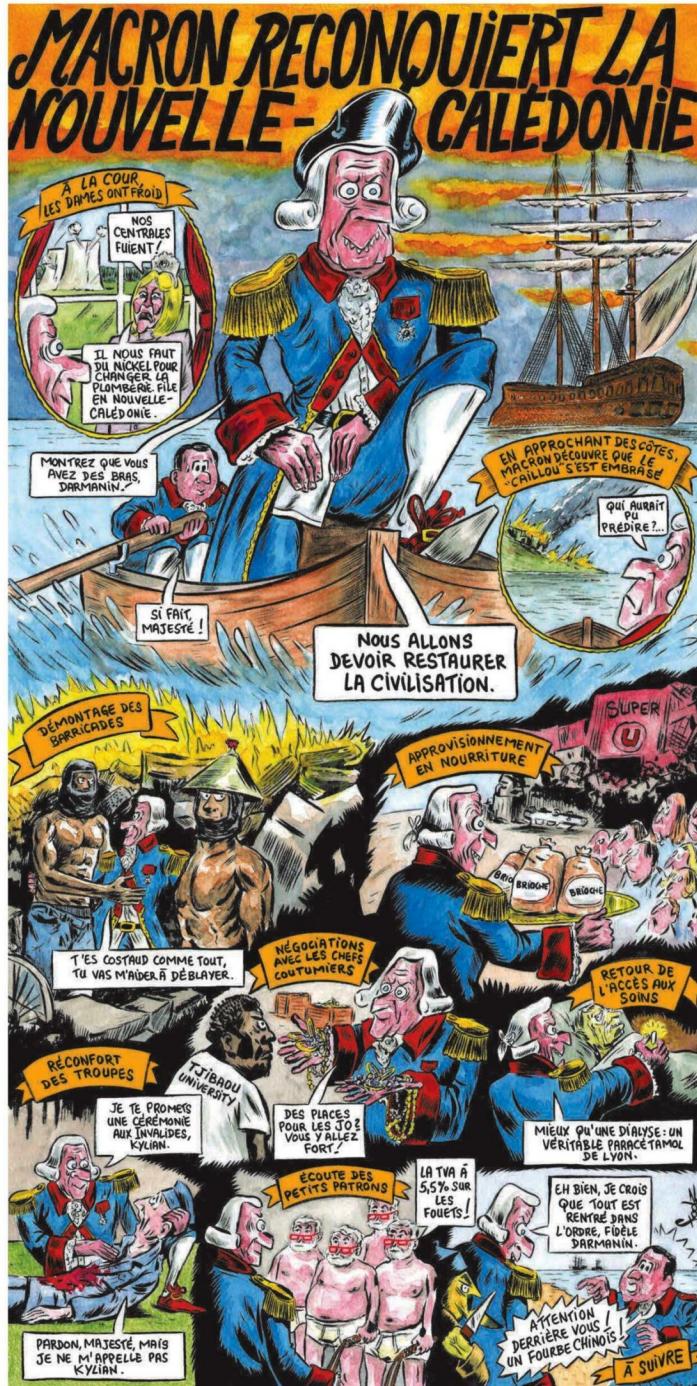
CHARIE HIBDO Fondatrice Cavanne PARENT, Directrice de la publication Risso
Rédacteur en chef Philippe BOUAFI, Rédacteur en chef adjoint Gérard d'Barid
Rédaction edaction@charliehebdo.fr | Standard 0105731006
Abonnement, anciens numéros angeline.chezcharliehebdo.fr
Editions Rotative, BP 50311, 75625 Paris Cedex 13 | **SAS** éditions Rotative,
entreprise solidaire de presse | Paris RCS B 388 541 336
Commission paritaire n° 0427C26831 ISMM 1240-0068
Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs.
Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés.
   

www.orientalmedicinecenter.com



10-32-2813

/ Certifié PEFC / pefc-france.org



Charlie Enquête

NOUVELLE-CALÉDONIE L'identité métisse ou l'espoir d'une société nouvelle



Ça barde en Nouvelle-Calédonie. Et quoi de plus vendeur, politiquement, qu'un bon vieux conflit colonial ? Les gentils, les méchants, chez nous, chez eux... Un prisme déformant et réducteur qui exclut une population en pleine découverte de son identité : les métis.

JEAN-LOUP ADÉNOR

L'histoire, c'est fastoche. La politique aussi. Prenez ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie, par exemple. Dans cet archipel du bout du monde que, soyons honnêtes, on est presque tous incapables de placer du premier coup sur une carte, de graves heurts entre manifestants pro-indépendance et forces de l'ordre ont fait sept morts et des dizaines de blessés. Des bâtiments ont été incendiés, des commerces pillés et des barrages routiers ont perturbé la distribution de nourriture et de médicaments. Aujourd'hui, le calme semble revenu, et le gouvernement a levé l'état d'urgence, après la visite du président de la République, le 23 mai. Mais la mobilisation pourrait reprendre après qu'Emmanuel Macron a évoqué par deux fois l'organisation d'un référendum national pour trancher la question calédonienne. Soit permettre aux métropolitains de décider du sort des Calédoniens. Du jamais-vu.

Là-bas, à plus de 16 000 km de Paris – faites un effort, c'est à l'est de l'Australie –, les inégalités sociales sont une fois et demi supérieures à celles de la métropole et, surtout, marquent de profondes disparités entre les communautés. Les chaînes de l'île nationale, habituellement plutôt indifférentes au sort de la France d'outre-mer, ont donc ouvert leurs plateaux à tous les experts que compte l'Hexagone. Avec une question : comment ramener le calme ? Alors qu'il faudrait demander : qui sont les Néo-Calédoniens ? Appelée à décider de son propre sort (on appelle ça « l'autodétermination »), la population locale a voté majoritairement, et à plusieurs reprises, contre l'indépendance. Dernier exemple en date, le référendum de 2021, au cours duquel une partie significative de la population kanak s'est abstenu. (Kanak), le mot que vous lisez partout ces derniers jours, désigne la population originelle, indigène, perçue comme noire (aujourd'hui, on dit « racisée ») donc, d'un archipel façonné par l'histoire de la colonisation française.

Ne paniquez pas. On vous l'a dit, la politique, c'est fastoche... Surtout quand on ne cherche qu'à se poser en libérateur des opprimés. Dans ces cas-là, le paradigme est simple : opprimés contre oppresseurs. Donc, Noirs contre Blancs et, pour ce qui nous occupe cette semaine, Kanaks contre Européens.

Vraiment ? La Nouvelle-Calédonie est le seul territoire français dans lequel il est autorisé de faire des statistiques ethniques. Comment, autrement que par ce recensement précis, parviendrait-on à étudier la population composite de

l'archipel ? Disons-le tout de suite : aucune communauté ne constitue la majorité absolue de la population. Les journaux ne parlent que de ces deux communautés principales, les Kanaks (41,2 % des habitants), devenus citoyens français en 1946, après la suppression du statut d'indigène, et les Européens (24,1 %), composés de Caldoches et de métropolitains. Deux blocs, deux histoires, deux identités. Deux couleurs, même. Fastoche ! Mais un fantasme complet. Jeudi dernier, une jeune fille perchée sur un camion, la peau brune, les cheveux noirs frisés, s'est enflammée : « Ce que j'ai envie de dire en tant que métisse, c'est ça : le métissage, c'est une richesse quand tout va bien. Mais quand ça va mal, on est invisibles. [...] Quand j'étais petite, dans ma famille kanak, on me disait : "T'es une petite Blanche." Dans ma famille caldoche on me disait : "T'es une petite popinée !" Non, moi, je suis une enfant du pays. » Salve d'applaudissements des manifestants pro-indépendance présents sur le barrage de Bourail, une commune située sur la côte ouest de Grande Terre. Elle ajoute : « Je suis fière, merci pour notre pays. »

Vous imaginez deux populations coexistant sur un territoire sans jamais se mêler ? Depuis 2009, les fiches de recensement ont ajouté cette petite catégorie importante, longtemps négligée par l'administration : les métis, petits cailloux dans la chaussure des discours politiques pareux. Ils représentent, selon ce dernier recensement, 11,3 % de la population. « Historiquement, les métis longtemps étaient invisibles dans la société néo-calédonienne. S'il y a évidemment eu du métissage biologique, il n'y a jamais eu de groupe social métis », explique à Charlie Hebdo Benoît Trépied, chargé de recherche au CNRS, membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux. D'autant que le régime de l'indigénat a longtemps été un frein au mélange des populations, réduisant fortement la mobilité et les contacts entre indigènes et anciens bagnards. Après ça, le déplacement et le maintien de la population kanak dans les réserves ont aggravé la ségrégation, ralentissant encore

l'avantage « la constitution d'un groupe social intermédiaire métis », détaillé le chercheur dans l'article « Les transformations de la « question métisse » en Nouvelle-Calédonie (1853-2009) ». Remercions la faible immigration et le manque de femmes européennes d'avoir permis, dans les décennies qui ont suivi, l'intégration des enfants métis dans la population blanche.

« Le schéma typique de ce métissage, c'est un homme blanc qui a des relations conjugales avec une femme kanak. Soit il reconnaît l'enfant qui en est issu, et lui donne son patroine – cet enfant deviendra un Blanc culturel –, soit il n'est pas reconnu par le père, et la mère le ramène dans la famille kanak. De là, il sera couramment adopté par le père de la mère, et va devenir kanak », explique Benoît Trépied. Autrement dit, le métissage n'est pas une question de phénotype – on trouve bien des Caldoches bronzés et des Kanaks clairs de peau –, mais une question culturelle : je qui appartiens ? En attesté ce témoignage public sur un quadragénaire à la peau blanche sur son compte Facebook : « Le peuple calédonien n'est pas... On n'a jamais dans cette case cocher [sur le formulaire de recensement, ndlr]. Mais en 1983 [avec l'ouverture du processus de négociation du projet d'indépendance avec les accords de Nainville-les-Roches, ndlr], le peuple kanak nous a reconnus comme composante de ce corps électoral. Le peuple autochtone nous a reconnus et intégrés avec eux dans ce processus. Il en va de notre responsabilité de faire les choses correctement. » Benoît Trépied abonde dans ce sens. Le processus d'indépendance, confirmé ensuite par les accords de Matignon (1988) et l'accord de Nouméa (1999), a bouleversé l'image que la société néo-calédonienne avait d'elle-même. Et y a intégré sa composante métisse. « L'objectif de ce processus, c'est de permettre au peuple kanak et aux autres de se réunir dans une citoyenneté nouvelle. Or cette citoyenneté nouvelle, c'est typiquement quelque chose dans lequel se retrouvent les métis. »

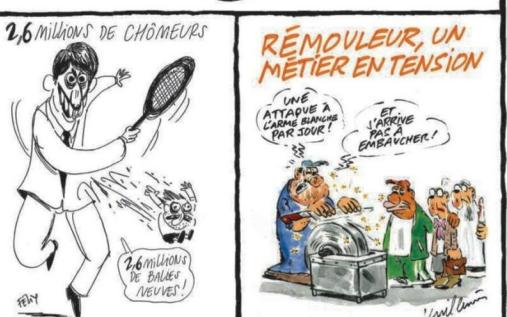
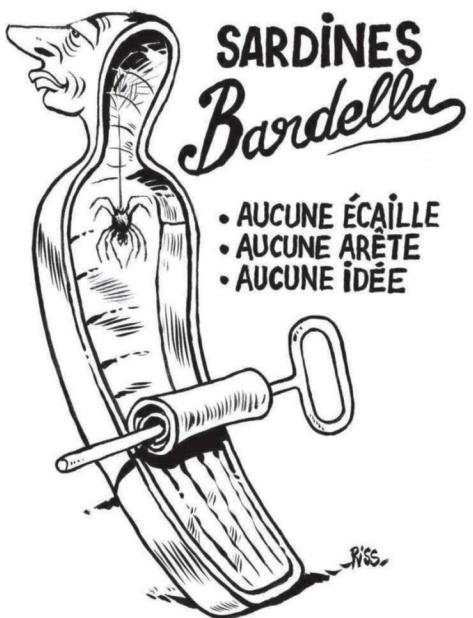
Est-ce à dire que les métis calédoniens votent largement en faveur de l'indépendance de l'archipel ? Là encore, ne cédons pas aux archétypes. C'est avant tout le facteur d'identification qui motive le vote. Les personnes se reconnaissant kanaks votent majoritairement pour ; celles déclarant un attachement particulier à la France votent contre, bien sûr. Mais les métis ? « Quand on est métis, on vote beaucoup moins pour l'indépendance que lorsqu'on est kanak. Il y a près de 20 points d'écart », explique Sylvain Brouard, chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), qui a travaillé sur les référendums de 2018 et 2020. La situation est-elle figée pour autant ? « Chez les non-Kanaks, tempère Benoît Trépied, l'idée d'indépendance progresse chez les jeunes, métis ou non, au fil du temps. Cette idée de destin commun, de se dire qu'on construit le pays ensemble, rencontre un immense écho chez les nouvelles générations. »



1. Mot famille pour désigner une Kanak.

CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



Droit à la déconnexion

Un patron chinois offre des congés «mal-être» à ses employés. Pour retrouver le moral, ils passeront quinze jours dans un camp de Ouïgours.

Cochonnerie

À la demande d'un client, Hénaff a mis une demande en mariage dans une boîte de pâté. Et un test de grossesse dans une andouille de Guémené.

Orpea

Une cinquantaine de salariés du Vatican s'apprêtent à saisir la justice pour maltraitance sociale. Même le pape se plaint qu'on ne lui change sa couche que tous les deux jours.

Greenwashing

La Russie aurait découvert 511 milliards de barils de pétrole sous l'Antarctique. Du coup, les ours polaires vont arrêter d'acheter des voitures électriques.

Plus jamais ça

Conséquence de la guerre contre le Hamas, la Gay Pride de Tel-Aviv est annulée. La CPI envisage de condamner Netanyahu pour homophobie.

Street art

Deux agents russes envoyés par Poutine seraient à l'origine des mains rouges taguées sur le Mémorial de la Shoah, à Paris. La facture de nettoyage sera envoyée à Marine Le Pen.

Droits-de-l'Homme

Le drapeau de l'ONU mis en berne au siège des Nations unies, en hommage au président iranien dédicé. Et une minute de pénitance d'une femme non voilée a été respectée.

Un certain regard

Gérard Depardieu a asséné plusieurs coups de poing au visage d'un paparazzi dans un restaurant. Il ne supporte pas qu'on le photographie à jeun et sans la main au cul d'un serveuse.

Con comme un Juil

Un jeune rappeur américain se tire une balle dans la tête en tournant un clip vidéo. Un hommage à Kendji Girac qui a mal tourné.

Les Aristochats

Un chaton de 4 mois sauvé à Bondy après avoir été abusé sexuellement. Il montera les marches à Cannes l'année prochaine avec Juliette Binoche et Judith Godrèche.

Le camarade Ricoré

La Poste lance un timbre à l'odeur de pain. Les pauvres pourront tremper leur avis d'expulsion dans la confiture pour un petit déjeuner réconfortant.

Make my day

Un adolescent américain tué par une chips ultra-épicée. Certains Etats souhaitent déjà interdire le port de la chips.

Locavore

Il découvre un escargot dans son wrap commandé chez McDonald's. Pour une fois qu'il y avait quelque chose de comestible chez McDo.

Mountain douce

L'Iran a demandé l'assistance des États-Unis après le crash d'hélicoptère de son président. Ils ont conseillé aux mollahs de ne se déplacer qu'en déambulateur, comme Joe Biden.